

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La Réforme du Régime Douanier Colonial

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Samedi 14 Juin, à 2 heures

PAR

MAURICE CAULLERY

PRÉSIDENT : M. MAUNIER, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. PERREAU, Professeur.

M. R. PICARD, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & Cie

3, PLACE DE LA SORBONNE

ET 160, RUE SAINT-JACQUES

1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551823_0013

**La Réforme du Régime
Douanier Colonial.**



La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

I. — DOCUMENTS

Afrique Française (*Bulletin du Comité de l'*).

Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises. *Bulletin* 1929.

Annales des douanes et régies de l'Indo-Chine.

Congrès de l'Agriculture Française. *Bulletin* 1929.

Association cotonnière coloniale 1929.

Institut Colonial de Marseille. Régime douanier des Colonies françaises. Législation et tarifs 1925.

Tribune des Colonies.

II. — OUVRAGES

BABLED. — La législation coloniale 1915.

BAUCHEZ. — Exposé du régime douanier des colonies françaises, dans *Bulletin de l'Agence générale des colonies* 1928-1929.

Domaine colonial français. — En cours de publication sous les auspices de l'Union Coloniale française, 4 volumes.

DUCHÈNE. — La politique coloniale de la France.
Le Ministère des Colonies depuis Richelieu.
Préface Hanotaux, 1928.

GIABICANI. — Le régime douanier des colonies françaises, 1925.

GIRAULT. — Principes de colonisation et de législation coloniales. 5 vol. 1921.

LYAUTEY (Maréchal). — La bataille économique, 1929.

MERINGHAC. — Traité de législation et économie coloniales. 1925.

MANDEVILLE DE RÉGISMONT. — L'Algérie viticole et la France, 1929.

TOURNAN. — Le régime douanier colonial, 1928.

MOREUX. — L'Indo-Chine, ses trafics et ses ports, 1929.

III. — REVUES ET JOURNAUX

Dépêche Coloniale.

Journal des Débats : Revue Coloniale.

Monde Colonial.

Journée Industrielle.

Quinzaine Coloniale.

Revue d'Economie Politique : La France Economique années 1922 à 1929.

Revue Algérienne.

INTRODUCTION

Les relations entre un pays et ses colonies n'ont pas cessé de constituer, au cours des siècles, l'un des aspects les plus importants de son histoire économique et même de son histoire générale. Cette vérité, qui s'est toujours appliquée particulièrement à la France, s'impose à nous, au lendemain de la guerre, avec plus d'évidence et d'ampleur que jamais.

On répète depuis assez longtemps que la France métropolitaine, nord-africaine et coloniale représente un empire de 100 millions d'êtres humains. Exagérée à l'origine, cette affirmation est aujourd'hui sensiblement justifiée par le dernier recensement général, qui date de 1926 et dont les résultats sont les suivants :

La population de la France est de 40.743.851 habitants. Celle de l'Afrique du Nord atteint 12.453.719 habitants.

VI

Voici, d'autre part, la population des colonies proprement dites :

<i>Indo-Chine française</i>	20.698.916
<i>Afrique Occidentale française</i>	13.541.611
<i>Madagascar</i>	3.621.642
<i>Afrique Equatoriale française</i>	3.124.173
<i>Inde</i>	273.081
<i>Guadeloupe</i>	243.243
<i>Martinique</i>	230.173
<i>Réunion</i>	186.637
<i>Côte des Somalis</i>	56.048
<i>Nouvelle-Calédonie</i>	51.876
<i>Guyane</i>	47.341
<i>Etablissements de l'Océanie</i>	35.862
<i>Saint-Pierre et Miquelon</i>	4.030
	42.134.633

Le total général (France, Afrique du Nord, colonies) ressort à 95.332.203. Il ne manquerait donc pour avoir les 100 millions, que 4 millions et demi. Mais nous les avons à peu près par ailleurs si l'on tient compte des territoires placés sous notre mandat. Au Togo et au Cameroun, où la France est investie du mandat B, on a recensé respectivement 742.813 et 1.818.883 habitants. Ajoutons encore les mandats : Syrie, Grand Liban, Etat Alaouite,

Djebel Druse, dont la population approche de 3 millions d'habitants.

L'Empire français constitue ainsi la dix-huitième partie de la population de la planète et vient immédiatement après l'Empire britannique. Quel potentiel de forces économiques aussi bien que militaires, qu'un réservoir de 100 millions d'habitants, si ceux-ci sont unis dans la cohésion d'une organisation solide ! Quel atout dans la compétition mondiale ! (1)

Mais la lecture et la méditation des statistiques conduisent à d'autres enseignements.

On constate d'abord que la population coloniale est en augmentation marquée depuis 1921, date du précédent recensement. En Indo - Chine, par exemple, le gain dépasse 1.700.000 habitants en cinq ans, puisque le chiffre de 1926 est de 20.698.916 habitants, contre 18.983.000 en 1921.

Dans l'ensemble des colonies françaises — et c'est une observation plus intéressante encore peut-être — on rencontre à peu près 150.000 Français de race blanche; 600.000 hommes de couleur

(1) V. LYAUTEY : La bataille économique, 1929.

V. aussi Le Domaine colonial français, en cours de publication sous les auspices de l'Union Coloniale française, 4 volumes.

VIII

originaires des Antilles, de la Réunion ou de la Guyane, également citoyens français; des étrangers, au nombre de quelques centaines de mille, Chinois pour la plupart, quelques dizaines de mille de métis, en face de 41 millions d'indigènes.

Ce qui frappe, c'est la proportion singulièrement médiocre des Français ; c'est surtout le défaut, en ces pays neufs, de Français de la Métropole, dépositaires des vertus de la race, qui pourraient y former les cadres de la production, y organiser la mise en œuvre des richesses, y multiplier les éléments civilisateurs. Cette carence vient de ce que les Français de la Métropole continuent à ignorer la géographie. Cette observation est d'une lamentable banalité, mais elle demeure malheureusement toujours vraie. L'esprit français n'est pas assez dirigé vers les choses coloniales, les activités françaises ne sont pas assez orientées vers les pays d'outre-mer. Mais qu'on ne vienne pas dire qu'il s'agit d'un vice incurable de notre caractère national, d'une absence d'initiative et de virilité ! Pour faire justice de cette assertion, il suffit de regarder l'œuvre de relèvement des ruines, de réparation des pertes de substance, accomplie depuis 1919. La tâche de redressement exécutée, c'est à l'exploitation rationnelle de son

IX

Empire colonial que la France doit s'employer. Nous sommes un grand pays industriel. Il nous reste à faire de notre vaste empire une valeur économique organisée en vue d'une efficience maxima.

Qui pourrait donc mettre en doute l'importance accrue, dans la France d'après-guerre, d'une bonne politique économique coloniale, plus particulièrement d'une bonne politique douanière coloniale ? La législation du 13 Avril 1928 a-t-elle apporté de grands changements ? A-t-elle été heureuse en elle-même et dans ses résultats ? C'est ce que nous voudrions ici simplement rechercher à la lumière de l'histoire et de l'observation des réalités, nationales et mondiales, de notre temps.

PREMIERE PARTIE

La Réforme.

Il ne suffit pas de la connaître dans sa teneur littérale. Il faut encore pénétrer sa signification, mesurer sa portée, apprécier sa valeur. On ne saurait y parvenir qu'en la situant dans l'évolution des idées, des événements et des lois.

Un aperçu historique du régime douanier colonial s'impose donc, ainsi qu'une sorte de bilan des critiques soulevées par le régime antérieur à 1928.

CHAPITRE PREMIER

Histoire du Régime douanier colonial

Les doctrines et les textes

L'histoire souvent écrite, dont nous rappellerons ici l'esquisse, du régime douanier colonial, se divise en trois périodes : (1)

- 1° Le pacte colonial ;
- 2° L'autonomie ;
- 3° L'assimilation.

(1) Sur cette histoire, voir notamment :

DUCHENE : La politique coloniale de la France. Le ministère des colonies depuis Richelieu. Préface Hano-taux, 1928.

TOURNAN : Le régime douanier colonial, 1928.

GIABICANI : Le régime douanier des colonies françaises, 1925.

GIRAULT : Traité de Législation et d'Economie coloniales.

MERIGNHAC : Législation et Economie coloniales.

BABLED : La Législation coloniale.

FRANÇOIS-MARSAL : La politique coloniale, dans le premier volume de « Le domaine colonial français », publié sous les auspices de l'Union Coloniale.

SECTION I

Le pacte colonial

Le régime du pacte colonial, pratiqué sous l'Ancien Régime par toutes les puissances colonisatrices (France, Espagne, Portugal, Angleterre), dérivait de cette idée que les colonies avaient pour seule raison d'être de procurer des bénéfices à la Métropole en lui achetant, le plus cher possible, ses produits manufacturés et en lui vendant, au plus bas prix, les denrées coloniales. Montesquieu lui-même déclarait : « L'objet de ces colonies est de faire le commerce à de meilleures conditions qu'on ne le fait avec les peuples voisins avec lesquels tous les avantages sont réciproques. On a établi que la Métropole pourrait seule négocier avec les colonies, et cela avec grande raison parce que le but de l'établissement a été l'extension du commerce, non la fondation d'une ville ou d'un nouvel empire ».(1)

Le système élaboré sous l'influence de ces conceptions peut être résumé dans les quatre points suivants :

(1) Esprit des Loix, Livre XXI, Chap. 21.

1° Les colonies ne devaient acheter qu'à la Métropole ;

2° Les colonies ne devaient vendre qu'à la Métropole ;

3° Les colonies ne pouvaient recevoir et expédier de marchandises que sous le pavillon de la Métropole ;

4° Les colonies ne devaient pas avoir de manufactures pour ne pas être tentées de consommer leurs propres produits.

En France, la mise en œuvre de ces règles fut minutieusement poursuivie par des Ordonnances remontant à Colbert. Une réglementation compliquée, dans le détail de laquelle il serait oiseux d'entrer ici, tendait à assurer leur observation. Les vaisseaux étrangers devaient transiter à une certaine distance des côtes ; ils s'exposaient à des peines sévères en abordant dans les colonies. Les points d'arrivée et de départ des navires marchands furent fixés par voie d'autorité. Les marchandises métropolitaines allant aux colonies étaient exonérées de tout droit de sortie, alors que les marchandises étrangères étaient soumises à des prohibitions ou à des droits différentiels très élevés.

L'Angleterre défendait aux habitants de ses possessions d'y établir des filatures de coton, le

coton devant être transporté par bateaux anglais dans la Métropole pour y être travaillé dans les manufactures britanniques. A l'origine, les colonies françaises eurent la liberté de raffiner leur sucre sur place. Mais, en 1684, il leur fut défendu de créer des raffineries nouvelles et on surtaxa les sucres raffinés aux colonies ; la marine marchande, en effet, prétendait que son fret de sortie était moins considérable par suite du raffinage, le sucre raffiné étant d'un poids et d'un volume moindres que le sucre brut. Mais on accorda aux colons la faculté de terrer le sucre, opération offrant des avantages, mais plus onéreuse et moins parfaite que le raffinage.

Comme contre-partie aux clauses léonines de ce prétendu pacte, la Métropole s'engageait à recevoir en franchise, ou avec des réductions de droits, les produits coloniaux. Pouvait-on vraiment qualifier de pacte colonial un semblable régime ? Rien n'était plus mensonger que cette expression évoquant une volonté commune des colonies et de la métropole et une équivalence d'avantages pour celles-ci et celle-là. En réalité, ce régime profitait exclusivement à la Métropole qui, vendant seule et achetant seule sur le marché colonial, était la maîtresse souveraine de ce dernier. L'activité de

la colonie se trouvait paralysée. Puisque son marché était réservé aux seuls produits français, et qu'elle ne jouissait pas des mêmes avantages pour ses propres produits, elle limitait son effort et produisait seulement les choses pour lesquelles elle pouvait compter sur des clients. Les denrées européennes, pour la colonie, de même que les produits exotiques pour la Métropole, subissaient une augmentation de prix. Les cultures et les industries coloniales, manquant de leurs débouchés naturels, périlclitaient et ne vivaient que d'une existence en quelque sorte artificielle. Le bilan du pacte colonial fut, en somme, désastreux. La contrebande organisée au profit des nations étrangères apparut comme l'une de ses plus notables conséquences. Beaucoup de colonies moururent. D'autres, comme celles des deux Amériques, se révoltèrent.

En France, le pacte colonial reçut, à la fin de l'Ancien Régime, d'importantes atténuations. L'interdiction imposée aux colons de commercer avec l'étranger perdit son caractère absolu. Ainsi, des arrêts du Conseil, en date des 17 Juillet 1767 et 30 Août 1784, permirent aux navires étrangers d'importer dans les Antilles françaises les denrées dont le défaut se faisait vivement sentir, particu-

lièrement les bois et les bestiaux. On fixa les ports ouverts à cette fin au commerce étranger. D'autre part, les navires étrangers eurent également la faculté d'exporter des îles les sirops, les tafias, et certaines autres marchandises.

En somme, le régime si rigide du pacte colonial se dégradait et il faisait place à un exclusivisme mitigé, dont les concessions, en certaines colonies et notamment en Guyane, furent poussées si loin qu'on vit des lettres-patentes de Mai 1768 permettre à cette dernière colonie de commercer librement avec toutes les nations. Mais n'oublions pas que c'est seulement à la veille de la Révolution que ces coups furent portés au système rigoureux de Colbert. Nos colonies demeurèrent, à leur plus grand dommage, enchaînées à ce système durant la plus grande partie de la période monarchique.

Les principes de la Révolution française conduisirent logiquement à l'assimilation totale des colonies à la Métropole. Tous les Français sont égaux et doivent être régis par les mêmes lois. Les colonies font partie intégrante du territoire un et indivisible ; elles doivent être soumises au même régime. Ces idées se traduisent dans la sphère économique. La Convention, le 11 Septembre 1793, supprime les droits de douane sur tous les produits

coloniaux et métropolitains entrant dans la Métropole ou dans les colonies. Elle applique ainsi le principe posé lors de la discussion du premier tarif général des douanes : « Le commerce des colonies est un commerce entre frères, un commerce de la Nation avec une partie de la Nation. » Néanmoins, des restrictions sont apportées à ce principe, en vertu de l'acte de navigation du 21 Septembre 1793, dans un but de représailles vis-à-vis de l'Angleterre, qui était l'âme de toutes les coalitions dirigées contre la France. Aux termes des trois premiers articles de ce texte, on ne pouvait importer de marchandises étrangères en France que sous le pavillon français ou sous celui de la puissance qui importait. Le pavillon national avait le monopole de la navigation de port à port français. On réputait français tout navire construit en France ou dans les colonies ou pris sur l'ennemi, s'il appartenait en totalité à des Français et si les officiers et les trois quarts de l'équipage étaient de nationalité française.

Le Consulat et l'Empire menèrent une politique de réaction systématique contre les mesures libérales de la Révolution. L'assimilation douanière fut supprimée. On revint au pacte colonial mitigé, tel qu'il existait à la fin de l'Ancien régime. Et cette

situation se prolongea, atténuée par diverses mesures législatives, jusqu'au milieu du Second Empire. Alors la loi du 3 Juillet 1861, prenant le contre-pied du pacte colonial, accorda aux Antilles et à la Réunion la liberté des importations et exportations ainsi que la faculté de se servir de navires étrangers pour le trafic entre la métropole et les colonies et entre les diverses colonies. Ces dispositions furent ensuite généralisées. Des décrets du 24 Décembre 1864 donnèrent l'accès de Cayenne et du Sénégal aux navires et marchandises étrangers. Enfin, le décret du 9 Juillet 1869, portant abrogation des articles 3 et 4 de l'acte de navigation du 21 Septembre 1793 dans les colonies où ils étaient encore en vigueur, décida que les produits de toute nature et de toute provenance pourraient être importés par tout pavillon, dans les divers établissements français d'outre-mer où l'acte de navigation était encore appliqué. Les produits chargés dans ces mêmes établissements pouvaient être acceptés pour toute destination et par tout pavillon. C'était le coup de grâce au pacte colonial.

Le régime demi-protecteur, trouvant son origine dans la loi de 1861, est issu du mouvement d'idées libre-échangistes qui, dirigé par BASTIAT en France et par COBDEN en Angleterre, avait déjà

abouti au traité franco-anglais de commerce de 1860. L'esprit nouveau ne pouvait s'accommoder d'un régime de prohibitions selon lequel chaque empire colonial était un cercle fermé vis-à-vis de l'étranger.

SECTION II

L'autonomie douanière

Le Sénatus-Consulte du 4 Juillet 1866, applicable à nos principales colonies, marqua le passage au régime de l'autonomie, dans lequel les colonies, considérées comme indépendantes de la mère-patrie au point de vue douanier, sont maîtresses de leurs tarifs.

Aux termes du Sénatus-Consulte de 1866, les colonies, représentées par leurs Conseils généraux, eurent deux prérogatives :

- 1° Le droit de voter des droits de douane sur les produits étrangers, sauf approbation par décret en Conseil d'Etat;
- 2° Le droit d'établir souverainement des octrois de mer sur les produits de toute provenance, français ou étrangers.

L'octroi de mer se différencie nettement de l'octroi de terre et du droit de douane. Primitivement établi en Algérie pour remplacer l'octroi de terre, l'octroi de mer fut étendu aux colonies en 1848 afin de leur procurer des ressources nouvelles. Il diffère de l'octroi de terre d'abord en ce qui concerne le périmètre qui s'étend, s'il s'agit de l'octroi de mer, à toute la colonie, alors que l'octroi de terre se restreint à la commune. En outre, les produits de l'octroi de terre sont destinés à chaque commune bénéficiaire pour son compte personnel, tandis que ceux de l'octroi de mer sont perçus pour la totalité des communes et sont ensuite répartis entre elles, après remboursement d'une fraction au Trésor pour frais de perception. Enfin, l'octroi de mer ne frappe qu'un nombre strictement limité d'articles, mais il atteint ces articles quelle que soit leur origine, française ou étrangère.

D'autre part, l'octroi de mer se distingue du droit de douane. Le premier est perçu en bloc au profit des communes; le second profite au budget **colonial**. L'octroi de mer ne frappe que les produits étrangers naturels ou fabriqués importés dans la colonie, mais il frappe ces objets sans distinction d'origine, métropolitaine ou étrangère. Les tarifs d'octroi de mer étaient votés par le Conseil général

en pleine liberté et sans aucune intervention gouvernementale; les tarifs de douane également votés par le Conseil général devraient être rendus exécutoires par un décret en Conseil d'Etat. Si donc, le Conseil général avait l'initiative en cette matière et si tout impôt de douane devait avoir été voté par lui avant perception, le gouvernement avait en fin de compte le droit absolu de rejeter le tarif proposé.

Les octrois de mer apparaissent en somme comme des taxes de consommation perçues sur la côte au profit des communes et dont le montant forme une sorte de fonds commun réparti par le gouverneur entre les budgets communaux. Ce sont des octrois municipaux qui, au lieu d'être perçus aux limites de la commune, le sont sur le littoral de la colonie. Une pleine concession était faite dans le système de 1866, à l'idée d'autonomie par la reconnaissance aux Conseils généraux du droit souverain d'établir des octrois de mer. Une concession moindre était faite en laissant le vote du tarif de douane aux Conseils généraux sous la réserve de la ratification gouvernementale.

L'Etat n'entendait pas abdiquer aux colonies son droit de contrôle en matière douanière.

Le régime de l'autonomie provoqua des abus.

Certaines colonies, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion ne votèrent pas de droit de douane sur les produits étrangers, mais seulement des octrois de mer, applicables aux produits français aussi bien qu'aux produits étrangers. Les exportations françaises furent compromises et nos possessions nouèrent des relations commerciales plus étroites avec l'étranger qu'avec nous-mêmes. Cette situation suscita des plaintes d'autant plus vives que, si nos colonies bénéficiaient de l'autonomie douanière, elles n'avaient pas encore l'autonomie financière qui en eût été la compensation. La majeure partie de leurs dépenses était, en effet, imputée sur les ressources du budget métropolitain.

Menacées de représailles par les négociants français, qui voyaient leurs importations aux colonies disparaître au profit des articles étrangers, les colonies se décidèrent à rétablir les droits de douane et reçurent en compensation des avantages spéciaux à propos de l'industrie sucrière (loi du 29 Juillet 1884).

Malgré le rétablissement des droits de douane, les affaires demeurèrent plus importantes avec l'étranger qu'avec la métropole. Celle-ci, émue par les doléances persistantes des industriels, réclama l'assimilation douanière.

SECTION III

L'assimilation

Dans le régime de l'assimilation, la colonie est considérée comme une province de la mère-patrie. Le tarif métropolitain s'y applique. En principe, à l'introduction des produits étrangers dans la colonie, les droits sont les mêmes que ceux de la métropole. Au contraire, l'introduction des produits métropolitains dans la colonie et l'importation des produits coloniaux dans la métropole bénéficient, en principe, de la franchise, puisque ces produits sont censés passer simplement d'une province à une autre province d'un même pays.

Toutefois, ce régime ne peut être appliqué intégralement; il comporte des atténuations exigées par la pratique. Ainsi, la métropole peut avoir intérêt à maintenir certains droits à l'entrée des produits de ses colonies, mais ces droits seraient moins élevés que pour les produits importés des colonies étrangères. D'autre part, il y a certains objets que nos colonies, à cause de l'éloignement et des frais de transport, ne peuvent faire venir de la métropole et dont elles doivent s'approvisionner dans leur voisinage : blé, viande, matières premières des

régions voisines, etc. Soumettre ces articles aux droits du tarif métropolitain serait grever inutilement les consommateurs de la colonie sans aucun profit pour le commerce métropolitain.

Destiné à nouer plus étroitement les relations entre la métropole et ses colonies, le régime de l'assimilation est un résultat de la politique protectionniste adopté à la fin du XIX^e siècle par la plupart des pays. Lorsque la métropole voit les autres pays fermer leurs marchés à ses produits, elle cherche naturellement à réserver à ces derniers le seul marché extérieur sur lequel elle puisse avoir action, c'est-à-dire son marché colonial. D'autre part, comme les droits protecteurs augmentent les prix de revient des producteurs métropolitains, leurs articles ont besoin d'un traitement de faveur dans nos colonies; autrement ils ne pourraient pas y lutter contre la concurrence des producteurs des pays protectionnistes. Au total, l'assimilation apparaît comme réalisée dans l'intérêt prédominant, sinon exclusif, de la métropole. C'est par ce côté qu'elle s'offre à la critique.

Affirmée d'une manière absolue mais éphémère par la Révolution, rayée par le Consulat et le Premier Empire, l'assimilation fit sa réapparition sous le Second Empire.

Jusqu'en 1851, dans ses rapports commerciaux avec la France, l'Algérie fut assimilée à un pays étranger. Mais on s'avisa enfin que l'Algérie n'était pas une colonie comme les autres et constituait, dans une large mesure, le prolongement méditerranéen de la métropole. La loi du 11 Janvier 1851 rendit alors la législation et le tarif des douanes métropolitaines applicables à la colonie qui devint une sorte d'annexe commerciale de la France. Cette situation fut confirmée par l'article 9 de la loi du 17 Juillet 1867 et par les lois postérieures qui ont modifié le régime douanier français.

Le principe d'assimilation entraînait les deux conséquences suivantes. En premier lieu, le commerce était absolument libre entre la Métropole et l'Algérie. En second lieu, les textes concernant les rapports de la France avec l'étranger (tarifs, traités de commerce, conventions douanières) s'appliquaient à l'Algérie. De ces deux règles, la première a été posée par la loi précitée du 17 Juillet 1867 et la seconde par celle du 29 Décembre 1884.

Appliqué à l'Algérie par les lois qui viennent d'être indiquées, puis à l'Indo-Chine par la loi de Finances du 26 Février 1887 (art. 47), le régime de l'assimilation fut généralisé par la loi du 11 Janvier 1892.

Cette loi applique le tarif métropolitain à la plus grande partie de nos colonies. Exception fut faite pour celles dont les territoires sont peu importants ou trop divisés pour comporter l'assimilation douanière, ou qui sont régies par un système particulier dérivant des conventions internationales ou desquelles il importe de ne point détourner, par des innovations malencontreuses, une clientèle commerciale déjà établie, ou enfin dont les frontières sont encore insuffisamment délimitées et dont les habitants méritent, pour la satisfaction de leurs besoins, des ménagements particuliers.

Le groupe des colonies assimilées, le plus important et qui a encore été grossi par les lois et décrets postérieurs, comprit les Antilles, la Guyane, l'Indo-Chine, le Gabon, la Réunion, la Nouvelle-Calédonie, Madagascar, Mayotte et les Comores.

Le groupe des colonies non assimilées se compose de l'Afrique Equatoriale moins le Gabon, de l'Afrique Occidentale, de la Côte des Somalis, des Etablissements de l'Inde et de l'Océanie, et, depuis la loi du 11 Novembre 1912, de Saint-Pierre et Miquelon (décret du 23 Avril 1914).

Les colonies assimilées furent soumises au même régime que la Métropole. Les produits étrangers y acquittaient les droits du tarif métropolitain,

sauf exceptions pour les articles dont nos colonies ne pouvaient pas s'approvisionner en France. Ces exceptions ne pouvaient d'ailleurs être accordées que par décret en Conseil d'Etat, les conseils locaux entendus. Le vote des droits de douane échappait donc aux conseils locaux. Ces derniers, d'autre part, ne pouvaient plus établir d'octrois de mer que sous réserve de l'approbation par décret en Conseil d'Etat. En échange de la protection dont nos produits jouissaient sur leur marché, les colonies assimilées bénéficiaient, à l'entrée de leurs produits en France, d'un régime de faveur qui n'était pas un régime de franchise générale et absolue, mais comportait pour beaucoup d'articles le paiement de demi-droits.

Les colonies non assimilées avaient des tarifs douaniers particuliers fixés par décret en Conseil d'Etat, sur la demande des conseils locaux. Mais il ne s'agissait dans la pensée du législateur de 1892 que d'une simple exception transitoire au principe de l'assimilation, que de dérogations pour le moment inévitables à ce principe, et appelées à disparaître dès que leur suppression serait possible.

CHAPITRE DEUXIEME

Critiques soulevées par le régime de l'assimilation. Vers la réforme

Le régime de l'assimilation ne tarda pas à soulever des plaintes assez vives, qui allèrent en s'accroissant lorsque le tarif douanier métropolitain fut relevé par des lois postérieures à 1892. La plus importante, celle du 29 Mars 1910, disposa dans son article 7, que les nouveaux tarifs ne seraient exécutoires aux colonies qu'après intervention de décrets déterminant les exceptions à leur apporter dans les diverses possessions. Ces décrets furent pris le 30 Juin 1911 en ce qui concerne les Antilles, la Guyane, Saint-Pierre et Miquelon, la Réunion, l'Indo-Chine, Madagascar et la Nouvelle-Calédonie. Ils accordèrent de sensibles adoucissements pour les produits de la pêche, les huiles, les meubles, les animaux vivants, les métaux, les ouvrages en bois et métaux et matières diverses, les produits chimiques, les cristaux, peaux, fruits,

graines, fils, armes, poudres et munitions, le tout en considération des besoins des diverses colonies. Malgré ces adoucissements, l'aggravation des droits protecteurs était péniblement ressentie aux colonies.

L'idée maîtresse des critiques dirigées contre l'assimilation était la suivante : Il est illogique d'appliquer, uniformément à nos colonies, un tarif fait uniquement dans l'intérêt de la Métropole et qui ne tient compte, ni de leur éloignement, ni de leur degré de développement, ni de leurs besoins, ni de leur situation par rapport aux marchés étrangers. Elles perdent pour leurs productions des débouchés dans les pays voisins, faute d'avoir la possibilité de leur consentir des avantages corrélatifs. Et elles ne trouvent pas de compensations dans la Métropole, car les statistiques accusent qu'entre 1890 et 1910, par exemple, la part des produits coloniaux, dans l'ensemble de nos importations coloniales, est tombée de 52 % à 40 %. D'autre part, le commerce français, dans l'intérêt duquel ce régime a été institué, n'en profite pas, puisque de 1892 à 1910, la part des produits de provenance française dans les importations de nos colonies s'est réduite de 50 % à 43 %.

Aussi, dès avant la guerre, des vœux et des propositions de réforme furent-ils présentés en

vue d'un retour plus ou moins complet au principe de l'autonomie douanière. Les congrès coloniaux de Marseille en 1906, de Bordeaux en 1907, le Congrès des anciennes colonies en 1909, le Congrès de l'Afrique Orientale en 1911 firent le procès de l'assimilation. Les Chambres de Commerce de Paris, de Lyon, de Marseille, en plein accord avec l'Union Coloniale, se déclarèrent également hostiles à l'assimilation.

Le 19 Janvier 1911, M. Tay-Riout déposait à la Chambre des Députés un projet de loi tendant à faire établir des tarifs spéciaux dans chaque colonie par des lois, après avis des conseils généraux ou des conseils d'administration (1). Cette proposition ne fut pas prise en considération par la Commission des Douanes.

En Juin 1912, le Congrès National pour la défense et le développement du commerce extérieur, organisé à Paris par les Chambres de Commerce françaises à l'étranger, manifesta en faveur d'une réforme du statut douanier colonial. M. Artaud, président de la Chambre de Commerce de Marseille, dans son rapport général, après avoir qualifié

(1) Chambre des députés. Journal Officiel. Documents parlementaires. Séance du 19 Janvier 1911, annexe N° 685.

le système de 1892 de « loi d'égoïsme métropolitain », concluait à l'attribution aux colonies de la personnalité douanière, ayant pour effet de leur permettre, par l'organe de leurs conseils généraux, de leurs conseils d'administration et de leurs chambres de commerce, de solliciter de la Métropole les mesures destinées à seconder le développement de leur prospérité.

Au contraire, le régime de 1892 trouve des défenseurs parmi les représentants du protectionnisme et les industriels. Le 7 Novembre 1912, à la Tribune du Sénat, M. Morel, rapporteur de la Commission des Douanes, présenta des statistiques desquelles il résultait que, depuis 1895, période postérieure à l'application des tarifs, le commerce général des colonies s'est sensiblement élevé ; que leur production va en s'accroissant et que, par suite, ce n'est pas le jeu des tarifs qui empêche les producteurs de bénéficier des profits escomptés. Les revendications des protectionnistes furent résumées dans le vœu émis, le 19 Mai 1913, par l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises ; aux termes de ce vœu, les colonies assimilées devaient être augmentées et non réduites ; les droits sur les marchandises étrangères relevés à l'entrée dans les colonies ; les droits ad valorem remplacés par des

droits spécifiques ; enfin, les exceptions au tarif métropolitain introduites seulement par une loi.

Comme une contre-offensive tenace, les tendances à l'assimilation renforcée s'opposaient aux tendances à l'autonomie. Le projet de loi Lebrun, déposé le 12 Décembre 1912, chercha à les concilier. Nous devons insister sur ce document, qui est le plus important de la période d'avant-guerre, préciser son origine et les circonstances qui ont présidé à son élaboration.

Le gouvernement ne put se désintéresser ni des attaques menées contre le régime de 1892 ni des apologies dont celui-ci était l'objet. Il résolut d'intervenir dans le conflit en pleine connaissance de cause. Une commission interministérielle, constituée par un arrêté ministériel du 16 Juin 1909, se livra à une enquête approfondie sur la question. Elle aboutit à cette conclusion que, loin d'avoir donné des résultats excellents, la loi de 1892 avait été, au contraire, funeste à maints égards aux colonies en les obligeant à consommer les produits nationaux de préférence aux produits étrangers, et en remplaçant un marché plus rapproché par un marché plus éloigné, en sorte que les colonies assimilées réclament avec insistance la modification de leurs statuts, tandis qu'aucune doléance ne s'élève

des colonies non assimilées. Cependant, la Commission observait que la politique d'union économique entre la France métropolitaine et la France coloniale, politique absolument réprouvée dans certains milieux comme l'expression d'un simple égoïsme de la Métropole, pouvait s'autoriser de motifs plus élevés : elle synthétisait, suivant la conception de la Convention, l'unité du territoire et la communauté des intérêts. D'ailleurs, il n'était pas opportun d'abandonner complètement la protection des industries nationales que le régime de la porte ouverte rendrait parfois, particulièrement en ce qui concerne les tissus de coton, tout à fait impuissantes à soutenir la lutte.

Conformément à cet avis de la Commission, le Gouvernement déposa, le 12 Décembre 1912, un projet de loi opérant une transaction entre les tendances d'assimilation intégrale et d'autonomie. (1) En effet, ce projet, après avoir rappelé les critiques échangées par les partisans des deux méthodes, concluait que les deux points de vue antagonistes ne sauraient, à cause de la diversité des milieux coloniaux, être admis d'une manière

(1) Journal Officiel. Documents parlementaires. Chambre, 2^e séance du 12 Décembre 1912. Annexe N° 2366.

absolue et que le débat devait se circonscrire entre l'assimilation tempérée par des dérogations et la personnalité douanière contrôlée par la Métropole, avec la préoccupation d'accorder aux produits français un traitement privilégié, ce qui aboutit en tout cas aux tarifs spéciaux soit isolés, soit placés dans le cadre général des tarifs métropolitains. Le projet faisait ensuite remarquer que, s'il y a lieu de considérer séparément les conditions économiques du développement colonial de nos divers établissements, il ne faut pas cependant oublier que l'intérêt national peut amener la France, comme toute autre puissance colonisatrice, à envisager dans l'avenir une étroite fédération entre elle et ses colonies ; à cette fédération, qui peut être dictée par la concurrence mondiale intense des Etats, il serait maladroit de renoncer par la voie d'une séparation complète ; la Métropole a, au contraire, le droit de prévoir cette union dans celles de ses colonies où elle est possible.

Telles furent les directives du projet qui maintint, en principe, l'assimilation douanière pour la majorité de nos colonies. Mais l'assimilation était tempérée par un traitement de réciprocité. Le projet maintenait les colonies non assimilées déjà existantes et y ajoutait le Gabon et la Nouvelle-Calédonie ; il refusait d'allonger la liste de ce

second groupe, notamment en ce qui concerne l'Indo-Chine, Madagascar, la Guyane et la Réunion pour lesquelles l'autonomie avait été réclamée.

Quant au régime douanier proposé, les dispositions principales du projet étaient les suivantes : Les produits étrangers importés dans les colonies assimilées étaient soumis, comme auparavant, aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France, sauf pour ceux des pays qui seraient l'objet d'une tarification spéciale en vertu de règlements d'administration publique. Des tarifications spéciales pourraient désormais être proposées par les gouverneurs, les conseils généraux, conseils de gouvernement ou d'administration ; il devait être statué dans le délai d'un an sur la suite à donner à ces propositions par décret d'administration publique. Pour les colonies du second groupe, le projet maintenait l'établissement de tarifs spéciaux sur les produits étrangers entrant sur le territoire de ces possessions ; pour bénéficier des faveurs à eux concédées, les produits coloniaux devaient, comme par le passé, justifier de l'importation en droiture et produire les justifications réglementaires ; toutefois, le projet accordait à cet égard des facilités plus grandes que la législation en vigueur.

La guerre empêcha la discussion du projet

Lebrun. Mais les préoccupations relatives au régime douanier colonial se réveillèrent au lendemain des hostilités et même, nous le verrons, avant qu'elles ne fussent terminées.

La propagande en faveur d'une réforme du régime de 1892 eut sa place toute naturelle dans les discussions auxquelles donna lieu la réorganisation économique de la France (1). Cette propagande atteignit son point maximum au Congrès du régime douanier colonial, organisé par l'Institut Colonial de Marseille et tenu dans cette ville du 29 Juin au 1^{er} Juillet 1925, sous la présidence de M. Artaud. Les différentes colonies avaient été appelées à faire connaître leurs desiderata. L'analyse des rapports et des vœux adoptés d'abord en séance de section, puis en assemblée plénière, est éminemment instructive.

Il convient de mettre à part l'Afrique du Nord dont les besoins sont très différents de ceux des colonies (2). Le Congrès a émis le vœu que l'Union douanière existant entre la France et l'Algérie soit étendue à la Tunisie. C'est la raison même.

(1) Voir la France économique dans la Revue d'Economie Politique, 1922 à 1929.

(2) Institut Colonial de Marseille. Régime douanier des Colonies françaises. Législation et tarifs.

En ce qui concerne les colonies, leur pensée pouvait se résumer de la manière suivante : celles qui possédaient la personnalité douanière étaient satisfaites de leur sort et ne demandaient rien ; celles qui étaient soumises au régime de l'assimilation étaient mécontentes. Depuis longtemps, le Gabon demandait à être traité comme les autres colonies du continent africain et la Nouvelle-Calédonie souhaitait le même régime que les établissements de l'Océanie. Les vieilles colonies de plantation n'appelaient guère que des améliorations de détail : rétablissement de l'entrée en franchise dans les colonies des produits étrangers admis temporairement en France ; exemption à l'entrée en France des marchandises étrangères nationalisées par le paiement des droits aux colonies, relèvement de la détaxe de distance, suppression de la taxe à l'importation et sur le chiffre d'affaires sur les produits bruts ou agricoles des colonies. Elles se plaignaient surtout du régime de contingentement des rhums.

Mais Madagascar prétendait énergiquement à la personnalité douanière. Elle désirait un accord de réciprocité avec sa voisine l'Afrique du Sud. Elle demandait instamment une réduction de moitié des droits sur les tissus de coton et l'entrée en fran-

chise, pendant quelques années tout au moins, des machines agricoles. L'Indo-Chine développait ses desiderata dans un rapport très solide de M. Sambuc.

De son côté, le Gouvernement, avant même la fin des hostilités, s'était préoccupé des questions douanières coloniales. Un décret du 6 Février 1918 avait institué au Ministère des Colonies une commission pour l'étude des problèmes coloniaux posés par la guerre. Parmi les obstacles au développement des relations de la Métropole avec ses possessions, les travaux de cette commission signalèrent notre régime douanier, qui ne tenait pas un compte suffisant des intérêts de nos colonies. Ils aboutirent au dépôt par M. Albert Sarraut, le 12 Avril 1921, d'un projet de loi fixant les principes d'un programme complet de politique économique coloniale. Le programme Sarraut est resté en suspens. Mais, lors de l'établissement du projet n° 3352 portant révision du tarif, le Gouvernement, reprenant sur ce point les dispositions du projet Sarraut, inséra dans le texte soumis aux Chambres une série d'articles réformant le régime douanier de nos colonies. Ce sont des articles, détachés du projet n° 3352 devenu caduc, qui ont fourni la matière de la loi spéciale du 13 Avril 1928.

CHAPITRE TROISIEME

La réforme de 1928

Elle tient dans la loi du 13 Avril 1928 et dans le décret du 2 Juillet 1928 qui en a fixé les modalités d'application (1). Après avoir analysé leurs dispositions, nous devons préciser la signification générale de l'œuvre récente et regarder les perspectives qu'elle ouvre.

SECTION I

Les dispositions de la législation nouvelle

Il y a lieu d'examiner la division des colonies en deux groupes : le statut douanier de chacun de ces groupes, les dispositions concernant toutes les colonies.

(1) BOUCHEZ : Exposé du régime douanier des Colonies françaises, dans Bulletin de l'Agence générale des Colonies, 1928-1929.

Division des Colonies en deux groupes

La loi de 1928 maintient, au point de vue douanier, la division de nos colonies en deux groupes : les colonies assimilées et les colonies ayant un régime autonome. Mais l'équilibre des deux groupes est complètement modifié.

Les colonies assimilées sont nos vieilles colonies : la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion, ainsi que l'Indo-Chine et Madagascar. Le Gabon et la Nouvelle-Calédonie, qui faisaient autrefois partie des colonies assimilées, sont transférés au groupe des colonies autonomes. On s'est aperçu, en effet, que l'application de notre tarif métropolitain au Gabon y avait pour effet d'en détourner le trafic vers les colonies avoisinantes, ayant des tarifs autonomes. D'autre part, la Nouvelle-Calédonie, située aux antipodes, est forcément la tributaire économique de l'Australie.

Les colonies à régime autonome sont toutes les colonies non assimilées : l'Afrique Occidentale française, le Gabon, Saint-Pierre et Miquelon, les Etablissements français de l'Océanie, le Dahomey et la Côte d'Ivoire, l'Afrique Equatoriale française, la Côte des Somalis, l'Inde française, et les territoires africains sous mandat français, le Togo et

le Cameroun. Etant donnée l'extension récente de notre Empire colonial, ce groupe est plus important que l'autre. Le régime qui lui est appliqué, au lieu d'être envisagé, comme le faisait le législateur de 1892, ainsi qu'un régime d'exception, destiné un jour ou l'autre à disparaître, est maintenant considéré comme le régime normal.

Statut douanier des Colonies assimilées

Il est conforme aux principes traditionnels de l'assimilation. Les produits français sont admis en franchise dans les colonies de ce groupe, et, réciproquement, les produits de ces colonies bénéficient de la franchise à leur importation en France. Désormais, la franchise absolue est de droit pour leurs produits ; elle se substitue au régime de faveur, institué par la loi de 1892, qui n'allait pas, la plupart du temps, jusqu'à la franchise complète.

Quant aux produits étrangers pénétrant dans les colonies de ce groupe, ils y subissent les mêmes droits que ceux du tarif, général ou minimum, métropolitain, et se voient également appliquer les prohibitions d'entrée contenues dans ce tarif. Néanmoins, la loi prévoit que pourront être admises, en faveur d'articles déterminés, des déroga-

tions partielles, qui feront l'objet d'une tarification spéciale à la colonie considérée. Ces tarifs spéciaux devront d'ailleurs être maintenus dans une relation constante avec ceux de la Métropole et subiront les mêmes pourcentages d'augmentation ou de diminution que ceux-ci, sous réserve de dérogations possibles à la demande des conseils locaux.

Les dérogations partielles plus haut indiquées pourront être demandées par les divers conseils coloniaux : conseils généraux, délégations financières, conseils d'administration ou de gouvernement, suivant les différentes colonies. Il sera statué sur leur demande dans les trois mois, par décret contresigné du Ministre des Colonies, après avis des Ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances. Faute de décret dans les trois mois, la délibération des assemblées locales sera considérée comme approuvée. Cette disposition reproduit, dans ses grandes lignes, une disposition déjà contenue dans la loi du 11 Janvier 1892 (article 4) ; mais elle simplifie la procédure et la rend beaucoup plus expéditive : d'abord en substituant l'approbation par décret simple à l'approbation par décret en Conseil d'Etat, et, surtout, en fixant pour statuer, un délai assez bref, à l'expiration duquel le tarif est considéré comme approuvé d'office, si aucune décision n'est encore intervenue.

Statut douanier des Colonies à régime autonome

Deux hypothèses sont à prévoir : ces colonies accordent ou n'accordent pas un régime préférentiel aux produits de la Métropole. Ainsi apparaît une sous-distinction : celle des colonies à régime préférentiel et des colonies de la porte ouverte.

Les colonies à régime préférentiel sont : l'Afrique Occidentale française, (moins le Dahomey et la Côte d'Ivoire), le Gabon, Saint-Pierre et Miquelon, les Etablissements français de l'Océanie, (y compris la Nouvelle-Calédonie).

Les colonies de la porte ouverte sont le Dahomey, la Côte d'Ivoire, l'Afrique Equatoriale française, (moins le Gabon), la Côte des Somalis, l'Inde française, et les territoires africains sous mandat français, Togo et Cameroun.

Lorsque les colonies accordent le régime préférentiel, elles bénéficient de la franchise à l'entrée en France pour leurs denrées d'alimentation, leurs matières premières industrielles et, éventuellement, pour d'autres articles. La liste de ceux-ci est fixée par décret. Les produits qui sont en dehors de cette liste bénéficient de notre tarif minimum ou de droits réduits établis par décret.

Les colonies de la porte ouverte appliquent aux produits de la Métropole le même traitement qu'aux produits étrangers, (certaines de nos possessions y sont tenues par des actes diplomatiques ou des traités internationaux); elles sont soumises, pour l'ensemble de leurs produits, aux droits de notre tarif minimum, possibilité étant prévue d'accorder par décret, à certains articles de ces territoires, des détaxes, voire même l'exemption des droits de douane.

Les sucres et les produits sucrés originaires des colonies à régime autonome, ainsi que les guinées de l'Inde française, sont exempts de droits.

Quant aux produits étrangers importés dans ces colonies, ils acquittent les droits des tarifs locaux, variables d'une colonie à une autre. Ces tarifs sont établis, sur délibération des conseils locaux, par décret contresigné du Ministre des Colonies, après avis conforme des Ministres de l'Agriculture, du Commerce et des Finances. Là encore, il suffit d'un décret simple, et le tarif délibéré par les assemblées locales est considéré comme homologué lorsque le décret prévu n'est pas intervenu dans les trois mois qui suivent la réception du texte de la délibération au Ministère des Colonies.

Dispositions concernant toutes les Colonies

A quelque groupe qu'appartiennent les colonies, les échanges d'une colonie française à une autre ou à un pays sous mandat ont lieu en franchise, sauf exception concernant les fils et tissus de coton de l'Inde française.

Les droits et prohibitions de sortie appliqués en France ne sont pas applicables aux expéditions de marchandises à destination de nos colonies ; mais celles-ci peuvent établir sur leur territoire des droits ou des prohibitions de sortie qui sont institués par décret suivant la procédure précédemment indiquée, c'est-à-dire après délibération des assemblées locales et ratification par décret simple dans les trois mois.

Les prohibitions ou restrictions établies à l'entrée de la Métropole, dans un intérêt public ou comme conséquence d'un monopole d'Etat, sont applicables aux produits originaires d'Algérie, des colonies ou des territoires sous mandat.

Tous les décrets prévus par la loi pour accorder des dérogations ou des réductions de droits ou pour établir des tarifs spéciaux, sont soumis à la ratification des Chambres, dès leur publication au « Journal Officiel », si les Chambres sont en session,

sinon dans le mois qui suivra leur plus prochaine réunion.

Toutes les exemptions et modérations de droits prévues en faveur des produits importés de nos colonies sont subordonnées à la condition du transport en droiture et à la production des justifications réglementaires, sous réserve de dérogations qui peuvent être consenties à la demande des conseils locaux, par le Ministère des Colonies.

SECTION II

Sens général de la réforme — Perspectives

Il apparaît que le régime nouveau est une conciliation entre la thèse de l'industrie et du commerce métropolitains, considérant comme une garantie de protection l'application aux colonies des tarifs douaniers de la métropole, et la thèse des colons et du commerce colonial, estimant qu'il faut une adaptation aux besoins variés des colonies et que chaque colonie doit avoir son tarif particulier.

L'autonomie douanière devient prépondérante.

L'assimilation est corrigée, dans son uniformité critiquable, par les dérogations, dont la concession, assez chiche dans le régime de 1892, doit désormais être large. Aussi bien, la simplification de la procédure des dérogations est-elle un avantage capital de la loi récente. (1)

Mais il ne suffit pas de constater le caractère transactionnel de la législation de 1928. Encore faut-il situer celle-ci dans l'ensemble des conceptions, des faits et des lois en matière de politique douanière coloniale.

Avant la loi de 1928, et depuis l'abolition du pacte colonial, les colonies étaient soumises à un régime de protection atténuée. Assimilation tempérée, autonomie limitée, tels étaient les deux aspects de ce régime. Il y avait, d'une part, les colonies assimilées ou quasi-assimilées, d'autre part, les colonies bénéficiant d'une autonomie plus ou moins limitée.

Considérons d'abord la situation des colonies assimilées. Dans leurs rapports avec la France, elles sont libres en principe. Les barrières sont abattues, sauf exception. Un contrat s'est formé entre colo-

(1) Le caractère transactionnel de la réforme est le trait le plus généralement souligné par les spécialistes des questions coloniales ; V. par ex. : GIGNOUX : La Journée Industrielle du 14 Mars 1928.

nies et France. Le commerce se fait en droiture, c'est-à-dire sans escale, entre la colonie et la France, ni dans d'autres colonies, ni dans des ports étrangers.

Dans leurs rapports entre elles, les colonies assimilées sont encore libres. L'interdiction de l'intercourse, portée par l'Ancien Régime, a disparu. Notre Empire colonial constitue une véritable unité douanière, une façon de Zollverein, une unité économique correspondant à l'unité politique. Les colonies assimilées sont donc, quant au régime douanier, des sortes de provinces entre lesquelles règne la même liberté d'échange qu'entre les départements de la Métropole. Entre ces colonies aussi, les barrières sont tombées.

Dans leurs rapports avec les pays étrangers, les colonies assimilées ont une situation en principe identique à celle de la Métropole. Importations et exportations sont soumises aux mêmes tarifs. Le même régime protectionniste y est en vigueur. Le tarif minimum y est applicable de plein droit. La clause de la nation la plus favorisée y joue également.

En somme, et en principe, les colonies assimilées sont traitées, comme la France elle-même, dans leurs relations intérieures et extérieures.

Envisageons maintenant les colonies non assi-

milées, ou plutôt les colonies autonomes ou pseudo-autonomes. Elles ont un régime différent du régime métropolitain, soit dans leurs relations intérieures, soit dans leurs relations extérieures.

Nous avons vu qu'un régime d'autonomie proprement dit avait été établi par le *Senatus-Consulte* de 1866, mais que ce régime, sur les protestations des industriels et des commerçants français, fut aboli pour faire place au système de 1892. Dans ce système, où la loi est toujours donnée par la Métropole, autonomie ne signifie plus qu'une simple différence de régime qu'il y a lieu d'examiner en ce qui concerne les importations dans chaque colonie, les exportations de chaque colonie, le transport.

Pour les importations, la question de l'établissement des tarifs spéciaux peut recevoir trois solutions : l'égalité de traitement des produits français et des produits étrangers, le traitement préférentiel des produits français, la prohibition pour certains produits ou l'exemption pour certaines colonies.

Pour les exportations, même complexité. Il peut y avoir application du tarif minimum s'il s'agit d'exportations vers la France ; il peut y avoir application de droits de sortie particuliers, s'il s'agit de produits à destination de l'étranger et même de certains produits à destination de la France.

Pour le transport, la loi du 2 Avril 1889 a rétabli et aggravé le monopole du pavillon français dans la navigation entre les ports algériens et les ports français.

Au total, le régime antérieur à la loi de 1928 était caractérisé par une unité imparfaite et par une liberté restreinte.

Ces caractères se sont-ils sensiblement modifiés dans la législation de 1928 ? Celle-ci s'offre, à la vérité, comme une timide évolution vers l'unité, la liberté et la simplicité du régime douanier des colonies.

C'est la diversité, non l'unité, qui frappe toujours. Deux groupes de colonies ne cessent pas de coexister : les assimilées, celles dotées d'un régime spécial. La dualité semble même prendre plus de force à un certain égard, si l'on considère que les sources du régime douanier sont plus nombreuses dans le nouveau régime que dans l'ancien. Ces sources étaient autrefois la loi, le plus souvent, et le décret quelquefois. Aujourd'hui, on voit s'ajouter à la loi et au décret un élément nouveau : la volonté des colonies. Il dépend de chaque colonie ayant un régime spécial de faire mettre en vigueur telle ou telle solution dans l'établissement des tarifs. Tel est le résultat de l'introduction de l'idée de liberté dans le régime douanier.

Si nous considérons la condition des colonies assimilées, nous voyons que les changements apportés demeurent secondaires et que, sauf quelques détails, celles-ci se trouvent dans la même situation qu'auparavant.

Dans les rapports entre les colonies assimilées avec la France et avec l'Algérie, c'est la franchise réciproque.

Dans les rapports des colonies assimilées avec les pays étrangers, on aperçoit toujours l'application du même régime protecteur, sauf dérogations pouvant être accordées sur la demande des conseils coloniaux et suivant une procédure simplifiée.

Dans les rapports des colonies assimilées entre elles, c'est la même franchise qu'antérieurement.

Si nous passons aux colonies douées d'un régime spécial, nous apercevons une extension de l'idée de liberté. Quels sont, d'abord, leurs rapports avec la France ?

Les colonies jouissent de la franchise de l'importation pour les produits originaires de la France et de l'Algérie. Quant aux exportations, il y a un tarif minimum, comme autrefois, mais il y a en outre un régime de faveur accordé à une double condition : 1° l'octroi du régime préférentiel aux produits en provenance de la France et de l'Algérie

et alors c'est la franchise à l'entrée en France ; il dépend donc de la colonie de bénéficier de la franchise pour ses exportations vers la France et l'Algérie ; 2° la franchise de l'exportation vers la France et l'Algérie n'est admise que pour des articles spéciaux (matières premières, denrées alimentaires, sucre, guinées, cotonnades de l'Inde française). En l'absence du régime préférentiel, on applique le tarif minimum ou, tout au plus, des tarifs diminués. Puisqu'il dépend ainsi des colonies d'avoir un régime de faveur, en échange d'un régime préférentiel aux produits français, on peut dire qu'il y a collaboration entre la France et les colonies dont il s'agit.

Quels sont leurs rapports avec l'étranger ? Il y a des tarifs institués, sur délibération des conseils locaux, par un décret. Ici, la loi nouvelle remplace l'unité ancienne par la diversité. Elle veut, dans un but d'assouplissement, que chaque colonie ait son tarif particulier. Peut-on parler d'autonomie ? Nullement. Sans doute, on discerne l'action des colonies elles-mêmes, sur leur propre régime douanier ; les conseils locaux ont un droit d'intervention et de discussion pour l'établissement des tarifs, droit qui est plus notable encore que celui dont jouissent les colonies assimilées en matière

de dérogations ; mais, en définitive, les tarifs locaux sont l'œuvre d'un décret.

Quels sont, enfin, les rapports entre elles des colonies à régime spécial ? C'est la franchise qui s'étend même aux territoires sous mandat.

En résumé, nous sommes en présence d'une règle et d'une exception. La règle, c'est, dans les rapports des colonies avec la France, la franchise, la liberté, l'unité économique. L'exception, c'est, dans les rapports des colonies avec l'étranger, la protection. Ici s'établit la distinction entre colonies assimilées et colonies non assimilées. Pour les premières : tarif minimum, assimilation ; pour les autres, régime spécial des tarifs locaux. Le régime est toujours inspiré par la protection : protection à l'intérieur si les colonies le veulent, protection à l'extérieur plus assouplie que sous le régime ancien.

L'évolution que nous venons de retracer est particulière au droit français. En Angleterre, le statut des colonies a évolué dans le cadre du contrat. Ce qui détermine les relations entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et ses Dominions, c'est une collaboration établie chaque année dans le Common Wealth of British Empire ; les concessions, les préférences accordées par les Do-

minions à l'Angleterre sont le prix des concessions et des préférences accordées par l'Angleterre aux Dominions.

L'idéal est que le régime du statut le cède de plus en plus au régime du contrat. L'empire libéral doit remplacer l'empire autoritaire. Mais combien de temps nous sépare de la réalisation d'un tel idéal ? Un grand obstacle au progrès de la liberté dans les rapports entre colonies et Métropole, c'est la concurrence que les colonies font à la Métropole : concurrence des denrées, des vins, des moutons, concurrence des produits identiques à ceux de la Métropole, concurrence des substituts ou ersatz (ainsi le caoutchouc qui peut remplacer maints produits européens).

L'établissement de relations vraiment contractuelles entre colonies et Métropole est une chose, l'établissement de l'unité économique de l'empire colonial en est une autre. Nous ne pouvons pas omettre de faire ressortir ici combien la question des relations entre les différentes parties de l'Empire britannique sollicite l'attention publique chez nos voisins d'outre-Manche. Une véritable croisade pour le libre-échange impérial (Empire Free Trade) est entreprise par Lord Beaverbrook, avec le puissant appui des journaux contrôlés par Lord

Rothenwere (1). Les croisés ont atteint le nombre de 200.000 et forment un nouveau parti politique dénommé « United Empire Party ».

Le libre-échange impérial signifierait l'unité économique de l'Empire Britannique, avec commerce libre entre ses divers territoires, et, au besoin, des tarifs protecteurs contre le reste du monde. Mais un semblable programme — qui n'est encore qu'un idéal — se heurte à des objections d'ordre politique et d'ordre économique. Les Dominions n'en veulent pas et l'ont clairement signifié. Le Canada et l'Australie, par exemple, ont chacun leur propre politique protectionniste que, pour le moment, ils refusent de modifier. Dans beaucoup de cas, les colonies ne pourraient pas admettre le libre-échange impérial, car leurs recettes proviennent surtout des droits de douane et ne pourraient être tirées d'autres ressources. Il existe de nombreux traités et conventions pour la réglementation du commerce colonial qui devaient être dénoncés avant de pouvoir adopter une politique de libre-échange impérial. Les territoires sous mandat, com-

(1) La croisade en Grande-Bretagne pour le libre échange impérial, par Camille FIDEL, dans la Quinzaine Coloniale du 10 Mars 1930.

me l'Irak, la Palestine, la Tanganyika, etc., ne pourraient, aux termes du mandat, entrer dans le système. Ces arguments contre le libre-échange impérial sont invoqués non seulement par le parti conservateur, mais encore dans les milieux économiques impériaux. Ceux-ci, tout en se déclarant partisans d'un développement du commerce inter-impérial, font observer que rien ne sert d'exciter l'enthousiasme du public britannique pour une politique impériale fabriquée uniquement dans la Métropole, et que les Dominions, à cause de la nature même de leur structure économique, sont obligés de rejeter. Sans doute, en Grande-Bretagne, où la persistance du chômage atteste la gravité de la situation économique, la croisade dont il s'agit peut séduire par la promesse d'un accroissement des débouchés impériaux de la production industrielle métropolitaine. Mais les choses sont aussi à examiner sous leur face inverse. L'industrie britannique trouve déjà dans l'Empire de tels débouchés qu'elle aurait peut-être davantage intérêt à s'en ouvrir de nouveaux en Europe.

Le gouvernement travailliste est très hostile à l'idée du libre-échange impérial. Mais cette idée elle-même, c'est-à-dire celle de la constitution d'un empire colonial en union douanière, du libre-

échange à l'intérieur de l'empire, de la protection à l'égard de l'étranger, est en réalité indépendante des partis politiques. D'une manière générale, l'idée coloniale — cette observation vaut pour la France comme pour la Grande-Bretagne — peut trouver des défenseurs dans tous les partis, sauf chez les communistes.

Il ne s'agit plus, d'ailleurs, d'opposer les masses économiques — américaine, britannique, européenne — comme on l'a naguère suggéré. C'est une conception difficilement réalisable, étant donné la tendance des Dominions et de l'Inde à suivre une politique de plus en plus indépendante et à rechercher avant tout leur propre développement(1). Du reste, l'Angleterre, libre-échangiste, n'a pas les mêmes difficultés que la France à faire partie à la fois de deux groupements économiques fondés, non sur une fédération douanière, mais sur une communauté d'affinités ou d'intérêts.

Pourquoi, lorsqu'on se livre aux perspectives, ne se demanderait-on pas quelle serait la situation des colonies françaises vis-à-vis de l'Europe dans l'hypothèse de la réalisation des Etats-Unis d'Eu-

(1) V. Notre Empire colonial et l'Europe, dans la Quinzaine Coloniale du 10 Septembre 1928, p. 320 et suiv.

rope ? Beaucoup de pays européens pousseraient à l'incorporation des colonies dans une fédération économique, pour cette raison qu'ils n'en ont pas ; la Belgique, la Hollande, qui n'ont pas établi de tarifs différentiels au Congo ou aux Indes Néerlandaises, seraient peut-être portées à l'admettre. Par ailleurs, si nous supposons le cas-limite dans lequel les douanes seraient supprimées à l'intérieur de l'Europe, la difficulté pratique serait de vérifier l'origine des marchandises expédiées de France en Algérie et aux colonies, pour réserver aux marchandises nationales seules le bénéfice de l'exemption des droits. Quant aux produits des colonies, dans l'hypothèse d'une fédération douanière, ils seraient alors admis en franchise et protégés contre les produits concurrents, non seulement en France, mais dans toute l'Europe. Ce point serait très important si l'Angleterre se tenait en dehors d'une fédération. Mais l'intérêt colonial de la France serait bien diminué lorsque ses exportations n'y jouiraient plus d'un régime de faveur. L'œuvre coloniale serait sans doute aperçue sous un angle très étroit si l'on considérait seulement les débouchés offerts aux marchandises métropolitaines ; cependant, à l'heure actuelle, parce que d'autres marchés leur sont fermés, le marché colonial est

devenu essentiel pour certaines industries. Gagneraient-elles plus par l'abaissement des tarifs douaniers en Europe qu'elles ne perdraient aux colonies ? C'est douteux. L'étude de cette question conduirait à rechercher pourquoi notre production nationale est plus onéreuse que celle d'autres pays européens. En réalité, un abaissement des tarifs entraînerait un grave bouleversement dans les industries, s'il n'était accompagné d'ententes industrielles organisant la production, et sans aller jusqu'à affirmer, que la France pourrait participer à la fois à deux groupements économiques, l'un colonial, l'autre européen, dont elle constituerait le seul chaînon commun, il est permis de penser que de semblables ententes permettraient le maintien aux colonies du privilège national.

DEUXIEME PARTIE

Les Résultats.

Le nouveau régime douanier entre en application. Il est une expérience trop récente pour permettre une appréciation complète et définitive. Cependant, certaines réactions et répercussions, certaines difficultés de mise en œuvre, sont déjà perceptibles.

Après avoir analysé le mouvement d'idées dont la législation de 1928 a été génératrice, nous envisagerons, dans la mesure du possible, les conséquences de cette législation : 1°) dans les rapports de la Métropole et des colonies ; 2°) dans les rapports des colonies avec les pays étrangers ; 3°) dans les rapports des colonies entre elles.

CHAPITRE PREMIER

Mouvement d'idées engendré par la réforme

Par le fait même qu'elle a été un compromis entre des points de vue opposés, la réforme ne saurait satisfaire tout le monde d'une manière parfaite. Non seulement sa mise en œuvre, mais ses directives elles-mêmes ont donné naissance à des courants de préoccupations et d'idées qu'il est possible de discerner, soit dans la Métropole, soit aux colonies, soit au Parlement.

SECTION I

Milieux agricoles, industriels et commerçants de la Métropole

On voit se manifester, dans ces milieux, une réaction très nette des idées protectionnistes qui sont à la base de la doctrine de l'assimilation.

L'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises a émis, au mois d'Août 1929, un vœu dont voici la substance (1). Les tarifications spéciales que peuvent demander les colonies du premier groupe à titre de dérogations doivent garder un caractère exceptionnel. Une trop grande extension des demandes de dérogations aurait pour conséquence d'éluder le principe de l'assimilation. D'autre part, les tarifications spéciales ne doivent pas être conçues dans l'intérêt exclusif de la colonie, mais tenir compte également des intérêts légitimes des industries métropolitaines intéressées, des efforts qu'elles ont déjà consentis pour se faire une place sur le marché colonial et, d'une manière plus générale, de l'aide matérielle apportée par la Métropole au développement de la colonie.

Ce vœu contient, à notre sens, du bon et du mauvais. Il est sage et utile que les tarifications spéciales soient établies en fonction des intérêts coloniaux et des intérêts métropolitains ; toute la politique douanière et, plus généralement, toute la politique économique coloniale, doit tendre à l'harmonie des intérêts et des idées de la Métropole

(1) Bulletin de l'Association, Septembre 1929. V. aussi : Le Monde Colonial, Août 1929.

et des colonies. Mais si le souci du principe de l'assimilation devient tel qu'il conduise à n'accorder qu'au compte-gouttes les dérogations et à n'envisager dans les tarifications spéciales que l'intérêt exclusif de la Métropole, on aboutit à un excès contraire à celui que redoute l'Association, et tout aussi regrettable.

Le vœu précédent, expression d'un certain retour offensif des conceptions protectionnistes, ne pourrait étonner personne que ceux qui ignorent les réalités économiques, la rivalité des intérêts et des appétits, la nature humaine elle-même. Mais il convient cependant de ne pas dépasser la mesure. Or, il nous est malheureusement donné de constater et de déplorer une tendance plus grave dans certaines branches de la production agricole française. Les vins et les blés du nord de l'Afrique, pour prendre un exemple important, n'ont pas leur prix de revient grevé par les charges qui pèsent sur l'agriculture métropolitaine. Dès lors, ne vont-ils pas, si l'on n'y prend pas garde, sinon écraser le marché français, du moins y comprimer les cours de telle sorte qu'ils ne seront plus rémunérateurs pour nos producteurs ? D'une manière générale, le développement agricole de nos colonies offre-t-il un péril pour l'agriculture française ? Voilà des

questions qui obsèdent un assez grand nombre d'esprits dans les milieux agricoles. Elles appellent une étude calme et impartiale, dirigée par le souci de l'intérêt général bien compris.

La première donnée positive du problème est relative à la balance de nos échanges commerciaux avec nos possessions et protectorats d'outre-mer. Les statistiques des douanes nous apprennent que ces échanges ont représenté, pour 1928, une valeur globale de 8 milliards 300 millions à l'exportation et de 6 milliards 700 millions à l'importation, laissant ainsi un excédent de 1 milliard 600 millions en faveur de la Métropole.

Si l'on considère la moyenne des trois dernières années, on fait les constatations suivantes :

L'Algérie achète à la France pour 3 milliards 600 millions de marchandises et lui en vend pour 2 milliards 500 millions, d'où, pour la France, un excédent bénéficiaire de plus d'un milliard.

Nous envoyons à la Tunisie pour près de 800 millions de marchandises et en recevons d'elle pour 550 millions, soit un avantage pour nous de plus de 200 millions.

Pour le Maroc, la moyenne est de plus d'un milliard aux exportations et de moins de 400 millions aux importations, avec une marge de plus de 700 millions au bénéfice de la France.

Enfin, dans la catégorie des colonies qui nous achètent plus qu'elles ne nous vendent, l'Indo-Chine s'inscrit avec un excédent d'achats d'environ 450 millions : durant les trois dernières années, nos exportations sur l'Indo-Chine ont varié de 930 millions à 1 milliard 587 millions, alors que nos importations ont été comprises entre 710 et 840 millions.

Par contre, il est des colonies où la balance des échanges est défavorable à la Métropole, soit que les besoins des indigènes y soient restés plus rudimentaires, soit que la concurrence des autres pays exportateurs y ait été plus active. Ainsi, l'Afrique Occidentale française nous envoie pour 800 millions de marchandises et ne nous en prend que pour 700 millions. Madagascar et ses dépendances, dont le commerce avec la France avait présenté en 1926 un excédent de 66 millions en faveur des exportations métropolitaines et en 1927 un excédent de 28 millions seulement, bénéficient au contraire d'un excédent de 86 millions de leurs ventes sur leurs achats en 1928.

Les autres colonies et pays de protectorat nous vendent, dans l'ensemble, plus que nous ne leur vendons. En 1928, la différence a été de 440 millions à leur profit.

Au surplus, si l'on pénètre dans le détail de ces opérations, on voit que la France exporte surtout vers ses colonies des produits de son industrie — 6 milliards 500 millions environ sur 8 milliards 300 millions — et qu'elle en reçoit principalement des produits d'origine agricole.

Telle est la situation qui émeut nombre d'agriculteurs français. Leur effort vers la compréhension de l'intérêt général ne peut abolir le souci de leurs intérêts personnels. Or, la production agricole coloniale n'est pas entièrement complémentaire de la production agricole métropolitaine, et celle-ci peut avoir à souffrir de la concurrence des importations coloniales.

De là les graves tendances dont nous avons affirmé l'existence. Elles visent à limiter la concurrence coloniale par des contingentements dont la fixation suscite parfois d'âpres discussions entre les intéressés. Dans certains milieux agricoles, on ne craint pas d'aller plus loin encore et de demander que les produits coloniaux soient assimilés aux marchandises étrangères pour la perception des droits de douane.

Le XI^e Congrès de l'Agriculture française, tenu à Paris les 11, 12 et 13 Avril 1929, a retenti de ces préoccupations et de ces idées. Rien, cependant,

n'était plus propre à assainir l'atmosphère de cette réunion et à suggérer la sagesse et la modération que le rapport présenté par M. le marquis de Vogüe, président de la Société d'Agriculture de France et de l'Union Mutuelle des Syndicats des Agriculteurs de France.

Après avoir rappelé les tendances à la limitation des cultures coloniales que nous soulignons nous-même tout à l'heure, l'éminent rapporteur s'exprimait ainsi :

« Cependant, en dehors de la sympathie due à des Français qui ont eu le courage d'étendre le domaine de la patrie au prix de quels efforts de volonté, d'intelligence et d'argent, il semble que l'intérêt même des producteurs de la Métropole ne soit pas dans une politique coloniale restrictive. Au moment où l'on commence à comprendre que l'organisation économique doit tendre à englober le monde entier, alors qu'une des plus belles réalisations de l'humanité est la rapidité croissante du transport des idées, des personnes et des choses, les agriculteurs doivent-ils préconiser une politique de rétrécissement et comme un rétablissement des douanes intérieures ? On peut se demander si l'avenir de l'agriculture française serait mieux assuré par l'isolement d'un marché étroit, que les

variations de la production indigène suffiraient seules à déséquilibrer, ou par l'élargissement des débouchés, permettant de compenser les variations des récoltes, avec une organisation des producteurs en vue d'adapter les offres aux besoins des marchés. Au surplus, il ne faut pas oublier que les produits d'origine agricole figurent pour 1 milliard 825 millions en 1928, dans nos exportations aux colonies, dont 245 millions pour les vins et eaux-de-vie, 72 millions pour les produits laitiers, 600 millions pour le sucre et les préparations sucrées. Ainsi, les débouchés coloniaux exercent une influence qui n'est pas négligeable pour le maintien des cours sur le marché intérieur : c'est une soupape qu'il serait imprudent de fermer. Enfin, ce serait une politique à bien courtes vues et aussi à bien tristes effets pour l'intérêt de tous, celle qui tendrait à élever une sorte de muraille de Chine entre les diverses branches de l'économie nationale, et à donner à leurs relations mutuelles l'allure d'une lutte au couteau. Leur inter-dépendance est démontrée par le raisonnement et par les faits ; l'une ne peut souffrir sans que les autres en reçoivent le contre-coup. Une nation est un tout, dont l'harmonie des parties est une nécessité première. C'est dans cet esprit qu'à notre sens il

faut étudier le problème des relations commerciales entre la France et ses colonies, en évitant les polémiques violentes et les manifestations d'un égoïsme intransigeant. Tout arrangement suppose des concessions réciproques : seule une étude en commun entre ceux qui croient être en opposition d'intérêts permettra d'aboutir aux transactions désirables ».

M. de Vogüe faisait appel, en terminant, à la solidarité de tous les agriculteurs français, Français de France et Français d'outre-mer. Néanmoins, il semblait lui-même partager les inquiétudes de certains producteurs français.

« Sans doute, disait-il, il est aisé de comprendre que les viticulteurs français s'inquiètent des progrès de la viticulture dans l'Afrique du Nord ou les planteurs de betteraves du développement de la culture de la canne à sucre. Ils ne profitent, d'ailleurs que d'une manière très indirecte, des débouchés assurés à l'industrie par l'ouverture des marchés coloniaux ; et les avantages qu'y trouvent les métallurgistes ou les lainiers sont une mince consolation pour ceux qui ne font que de la vigne ».

Le sentiment d'un certain antagonisme entre colonies et Métropole subsiste ainsi, même chez les plus optimistes et chez ceux qui sont animés de la

meilleure volonté. Lorsqu'une opposition de vues ou d'intérêts existe ou semble exister entre Métropole et colonies, elle doit être résolue, comme le dit M. de Vogüe lui-même, par la solidarité, l'étude en commun, la transaction. C'est toujours l'établissement d'une situation vraiment contractuelle qu'il faut poursuivre.

SECTION II

Milieux coloniaux

Les colonies qui réclamaient l'autonomie douanière sont satisfaites de la concession assez large faite par la législation récente à leurs desiderata. Il ne saurait y avoir de difficultés et de mécontentement qu'en ce qui concerne l'application pratique du nouveau régime.

Les colonies assimilées tendent elles-mêmes à l'autonomie par la voie, qu'elles s'efforcent d'ouvrir le plus largement possible, des dérogations. C'est sur ce terrain que les contrariétés peuvent naître.

Les colonies accueillent amèrement les tendances que nous avons vu se dessiner dans les milieux

industriels, commerçants et agricoles de la Métropole. Leur sentiment est partagé par les pays de protectorat ou sous-mandat.

Un exemple particulièrement intéressant est fourni par les réactions de la viticulture métropolitaine contre les productions coloniales.

Suivant les renseignements officiels parvenus à l'Office au sujet des déclarations de récoltes en Algérie, les vendanges ont été effectuées, en 1929, par 10.348 viticulteurs sur une superficie de 226.499 hectares, soit 4.743 de plus qu'en 1928. La production des vins, qui atteint 12.832.430 hectolitres, accuse, sur la récolte précédente, une diminution de 831.193 hectolitres. Le rendement moyen à l'hectare ressort donc pour l'ensemble de la colonie à 56,6 hectolitres ; il a été sensiblement inférieur à ceux de 1925, 61,3, et 1928, 61,6, mais supérieur au rendement moyen des vignes algériennes qui est compris entre 40 et 50 hectolitres. Les disponibilités atteignaient, au début de la campagne, compte tenu des stocks de vins de la récolte antérieure, 13 millions 508.114 hectolitres. Elles étaient de 13 millions 729.201 hectolitres au début de la campagne 1928-1929.

Les milieux vinicoles du Midi s'inquiètent de l'importation grandissante des vins d'Algérie et en réclament le contingentement en faisant valoir, au

surplus, les différences de régime fiscal entre l'Algérie et la France. Certes, il faut venir en aide à la viticulture métropolitaine qui traverse une période difficile. Mais ce secours ne doit pas prendre une allure d'hostilité contre l'Algérie (1). C'est ce que cette dernière ne cesse de dire.

Parmi les mesures protectrices de la viticulture française, on envisage, d'autre part, un relèvement de la surtaxe applicable aux rhums hors contingent. Une telle mesure nuirait beaucoup plus à nos colonies rhumières qu'elle ne profiterait à la viticulture. La surtaxe dont il s'agit est actuellement de 1.000 francs par hectolitre d'alcool pur, alors que l'alcool extra-neutre, base 100°, est coté environ 800 francs. C'est une protection de 125 %. Toute augmentation de l'écart des prix ne pourrait que provoquer une recrudescence de fraudes contre lesquelles on réclame avec raison une vigoureuse répression. Les Antilles et la Réunion s'insurgent contre une politique douanière qui tendrait à interdire à leurs rhums l'entrée de la Métropole.

(1) MANDEVILLE DE RÉGISMONT : L'Algérie Viticole et la France, Toulouse 1929. L'auteur est partisan du régime du contingentement. Mais il n'indique pas par quelle autre culture les colons remplaceraient la culture de la vigne qu'ils seraient contraints d'abandonner.

SECTION III

Tendances parlementaires

Les parlementaires cèdent parfois à leur tendance, très naturelle, de défendre d'un point de vue exclusif les populations et les intérêts qu'ils représentent.

S'agit-il, par exemple, de la concurrence faite par l'Afrique du Nord à la Métropole ? Ce fut, parmi d'autres, la question du contingentement des blés marocains. L'augmentation de contingent des blés du Maroc pouvant être exportés en France (750.000 quintaux en 1927, 1.700.000 quintaux en 1928) a suscité chez les producteurs français une émotion qui s'est répercutée au Parlement. M. de Monicault, député de l'Ain (1), s'est surtout élevé contre la façon dont le gouvernement avait réglé l'échelonnement des expéditions en France : 4/10 du contingentement durant les mois de Juin, Juillet, Août, 4/10 pendant les mois de Septembre, Octobre, Novembre, les 2/10 restant dans les autres mois de la campagne. L'honorable député estimait que les importations marocaines étaient de nature

(1) Chambre des Députés, séance du 7 Juillet 1928.

à faire une concurrence redoutable aux blés français durant les mois de Juillet, Août et Septembre, à un moment où, précisément, les agriculteurs de la Métropole ont déjà de la peine à obtenir un prix normal pour leur production. Il demandait donc que l'entrée en France des blés du Maroc fut répartie également sur tous les mois de l'année, les colons marocains devant faire l'effort nécessaire pour constituer l'outillage qui leur permettrait de conserver un certain temps leur récolte de façon à échelonner les expéditions.

Le Ministre de l'Agriculture calma sans peine les inquiétudes de M. de Monicault. Il fit remarquer que les craintes des producteurs français pourraient, à la rigueur, être justifiées s'il était possible d'effectuer à la période envisagée des expéditions massives de blé du Maroc en France, mais ces expéditions sont pratiquement impossibles, car les facilités d'embarquement au Maroc sont assez réduites et le fret à la disposition des expéditeurs ne permet pas l'envoi mensuel de centaines de milliers de quintaux. C'est d'ailleurs pour éviter ces expéditions massives que le gouvernement avait réparti le contingent sur plusieurs mois.

On aurait pu ajouter que les agriculteurs français, surtout dans les régions du nord de la France,

étant orientés vers la culture de blés très amylacés à gros rendements, qui ne peuvent être mis en œuvre en minoterie qu'en y adjoignant des blés de « force » plus chargés en gluten, les blés tendres du Maroc peuvent jouer ce rôle aussi bien et même mieux que les blés américains, canadiens et argentins, importés en France en quantités considérables. D'où cette conséquence, paradoxale en apparence seulement, que plus la récolte française est abondante, plus il est nécessaire d'importer des blés marocains ; il vaut mieux, en effet, que les blés de « force » viennent du Maroc que de l'étranger.

Si les parlementaires, qui représentent les producteurs métropolitains, épousent les manières de voir de ces derniers, les députés des colonies sont les porte-paroles de celles-ci et se montrent aussi susceptibles qu'elles-mêmes. Ils agissent dans les commissions, à la Tribune, et par des interventions personnelles, auprès des ministres dont dépend le traitement des territoires en question. Ils servent d'intermédiaires entre les doléances ou les exigences des uns et des autres. Il n'est pas rare que leur entremise soit opportune.

Mais il est surtout intéressant de retenir l'attitude et la pensée de ceux qui dominent la question

en l'envisageant sous l'angle des intérêts généraux de la France métropolitaine et coloniale.

Ceux-là s'associent aux vues directrices qui inspiraient le projet de politique économique coloniale déposé par M. Albert Sarraut le 12 Avril 1921, à sa double préoccupation d'accomplir une œuvre généreuse de civilisation en même temps qu'une entreprise économique pratiquement conçue. Ils applaudissent à l'idée dominante de M. Sarraut : « fournir dans le moindre délai, aux besoins de la vie nationale, la plus grande somme des produits principaux qu'elle réclame ». Et, pour cela, « établir entre les colonies productrices la discipline d'une division méthodique du travail », c'est ainsi que nos colonies deviendront « des centres de production » et ne demeureront pas « des musées d'échantillons ».

Ainsi, M. le président Painlevé, constatant qu'on a pu redouter un antagonisme entre la production coloniale et la production métropolitaine sur le terrain de l'agriculture, cherche le remède à cette situation possible. (1)

« Le remède ? C'est, à mon avis, dit-il, de déve-

(1) Interview rapportée dans la Quinzaine Coloniale du 10 Janvier 1930.

lopper au maximum dans les colonies les productions utiles qui font défaut ou sont déficitaires chez nous. Quant aux productions communes, comme le vin et le blé, il y a la méthode du *contingentement intelligent*. J'entends un contingentement qui, suivant l'état des récoltes de l'année, permet d'abord de suffire aux besoins totaux de la Métropole et de ses domaines d'outre-mer sans recourir à l'importation étrangère, un contingentement qui permettra, au contraire, d'exporter s'il y a pléthore. Quand la pléthore est la règle, l'importation devient difficile. C'est alors qu'il est sage d'orienter partiellement l'activité productrice de la colonie vers d'autres besoins. Ainsi, par exemple, nous avons vu, en Tunisie, la culture de l'olivier substituée à celle de la vigne en certaines régions. C'est ainsi qu'un propriétaire, qui possède de vastes terres, fait en sorte que son terrain soit employé pour le meilleur rendement et pour l'écoulement plus facile de ses produits... Lorsqu'on craint, par exemple, que la production du blé concurrence celle de la Métropole, il faut largement estimer les besoins de la population indigène, trop souvent sous-alimentée et développer ainsi son bien-être. En effet, il ne s'agit pas d'exploiter une colonie au sens ancien et barbare du terme, c'est-à-dire vider

une terre lointaine de ses ressources en transformant ses habitants en esclaves à la manière des conquistadors d'il y a trois siècles qui vidaient de son or le sous-sol de l'Amérique en exténuant au travail ses populations autochtones. Il s'agit, au contraire, de se servir des ressources mêmes du pays pour accroître la vigueur, la densité de la population indigène. Ce n'est pas là seulement œuvre d'humanité conforme à l'esprit traditionnel de la France, c'est aussi accomplir une œuvre conforme à l'intérêt, car c'est en développant la main-d'œuvre capable de travail que les colonies apporteront à la Métropole la collaboration la plus féconde ». Ces idées, que tous les coloniaux approuveront, méritent la plus sérieuse attention.

CHAPITRE DEUXIEME

Application et conséquences de la réforme dans les rapports de la Métropole et des Colonies

Les colonies assimilées se préparèrent à appliquer les tarifs français, de telle sorte qu'une protection efficace devait se trouver accordée sur leurs marchés à la production française, cette dernière bénéficiant de l'exemption et des droits majorés frappant les importations étrangères. Mais la protection de la Métropole sur les marchés coloniaux qui résulte de l'assimilation, va tendre à disparaître sous l'influence des dérogations.

En effet, l'adoption pure et simple du tarif douanier métropolitain dans les colonies paraissant difficile, celles-ci peuvent obtenir, dans les conditions que nous avons précisées, des tarifications spéciales.

En Indo-Chine, une délibération du Conseil du Gouvernement d'Hanoï, en date du 24 Octobre 1928, tendait à appliquer, pour un très grand nombre de

produits, un tarif particulier, plus élevé dans son ensemble que celui appliqué dans la Métropole (1). Ce tarif a été accepté et est entré en vigueur le 1^{er} Juillet 1929. Il n'y a eu désaccord et discussion sérieuse qu'au sujet de deux articles : les caisses en bois contreplaquées destinées à l'exportation du caoutchouc, les tissus de coton imprimés. Pour les premières, l'industrie bordelaise, s'intéressant à cette fabrication, considéra que l'abaissement de droits proposé lui porterait gravement préjudice ; par contre, les planteurs insistaient sur la diminution du prix de revient qui pouvait en résulter, d'autant plus qu'ils ne bénéficiaient d'aucune protection douanière pour leur produit à l'entrée dans la Métropole. Pour les tissus de coton imprimés, le projet indo-chinois simplifiait le tarif métropolitain mais sans modifier dans l'ensemble la protection douanière. En ce qui concerne les deux articles indiqués, l'accord se fit sur la base d'un compromis qui tint compte des prétentions des deux intéressés.

Les choses n'allèrent pas aussi heureusement dans les relations de la France et de Madagascar. Celle-ci, ayant voulu recourir à la procédure fixée

(1) BOUCHEZ, *op. cit.*

par la loi de 1928 en vue d'obtenir des dérogations, a présenté un nombre très restreint de demandes portant uniquement sur les articles les plus nécessaires à sa mise en valeur, c'est-à-dire sur les machines et le matériel d'outillage. Le conseil d'administration de la colonie avait demandé des exonérations totales de droits pour cinq catégories de machines industrielles et des réductions de 50 % pour quatre autres catégories. Au total, des changements étaient sollicités dans une quarantaine de postes. Dans le premier groupe, les colons de Madagascar obtiennent satisfaction sur deux points seulement, et, dans le second groupe, sur dix. En somme, les trois quarts de leur programme sont repoussés. (1)

Cependant, s'il y avait dérogations utiles, c'était bien celles-là. Dans une colonie où la main-d'œuvre

(1) André GERAUD : Journal des Débats, revue coloniale, Juin 1929.

La Quinzaine Coloniale, N° du 25 Juin 1929 et du 10 Janvier 1930.

V. aussi, dans la Quinzaine Coloniale du 25 Février 1930, l'exposé fait par M. LAMY, Directeur des Finances à Madagascar, au cours de la séance du 14 Février de la section de Madagascar et des Comores de l'Union Coloniale, sur la situation économique et financière de la grande île.

BOUCHEZ : op. cit.

est insuffisante pour les besoins des entreprises privées, et exige parfois des salaires qui ne sont pas en rapport avec son rendement, le devoir de ces entreprises est de remplacer les bras par des machines : tracteurs, charrues, appareils à traiter les produits agricoles et miniers, moyens mécaniques pour entreprises des travaux publics doivent s'introduire sur toutes les exploitations au fur et mesure que les moyens de communication le permettent.

Récemment, aux lieu et place de M. Marcel Olivier, alors en France, M. Hugues Berthier, gouverneur général par intérim de Madagascar et dépendances, a prononcé le discours d'usage à l'ouverture de la session des délégations économiques et financières (1). Dans ce document solide et clair, M. Berthier s'affligeait justement que Madagascar ne disposât pas de l'outillage public et du machinisme moderne indispensables pour développer sa production.

« Il convient pourtant de mentionner, ajoutait-il, l'importance du matériel mécanique mis en œuvre par l'entreprise du Chemin de Fer de Fianarantsoa à la Côte-Est : ateliers de Manakara dont

(1) La Quinzaine Coloniale, 10 Janvier 1930.

l'organisation est remarquable, groupe de compresseurs pour l'extraction de la pierre, pelles à vapeur de grande puissance en action ou en cours de montage, etc. ».

Mais ce n'était là qu'un exemple que le gouverneur désirait voir suivre par les entreprises de travaux publics, par l'administration, par la colonisation.

Est-il nécessaire d'insister sur le fait que, dans son ensemble, l'industrie métropolitaine a intérêt à ce qu'une colonie dont elle fournit 80 % des importations augmente sa capacité d'achat en augmentant sa production ?

Or, les fabricants français de machines sont loin d'être arrivés à pouvoir donner aux colonies un matériel adapté aux cultures des tropiques et aux conditions dans lesquelles se font ces cultures : conditions tenant au climat, au terrain, à la main-d'œuvre indigène, aux moyens de transport. De plus, à l'abri d'une véritable muraille douanière, ils vendent leur matériel à des prix plus élevés que ceux du matériel mieux adapté fabriqué à l'étranger. C'est déjà bien assez, cependant, que, par suite du transport à 10.000 kilomètres, le matériel français revienne beaucoup plus cher à Madagascar qu'en France.

Les colons de la grande Ile ont le plus vif désir d'acheter leur outillage en France, mais encore faut-il qu'ils l'y trouvent, et à des prix raisonnables. S'ils ont demandé pour quelques machines l'exonération complète des droits d'entrée, il ne faut y voir que l'indice de difficultés particulières qu'ils ont rencontrées à se procurer dans la Métropole un matériel dont ils avaient besoin. La majeure partie des propositions de Madagascar tendait seulement à obtenir une réduction de droits et laissait subsister une très large protection douanière.

Comment sa requête a-t-elle été rejetée ? Voici l'explication fournie par l'Union Coloniale (1) : « Il a presque suffi au Ministère du Commerce de déclarer que les fabricants métropolitains y étaient opposés et qu'il leur donnait son appui; il a fait connaître cet avis quelques jours avant l'expiration du délai imparti au Gouvernement pour se prononcer et, comme l'avis conforme du Ministère du Commerce était exigé par la loi pour l'approbation des demandes, le Ministère des Colonies, sans doute pris par le temps, en a sacrifié le plus grand nombre sur la promesse que les fabricants métropolitains

(1) Le tarif douanier de Madagascar, dans la Quinzaine Coloniale, 25 Juin 1929.

feraient un nouvel effort pour donner satisfaction au marché colonial.

« Mais, remarquons-le en passant, avis conforme du Ministère du Commerce ne signifie pas que le Ministère des Colonies se conformera toujours à ses avis. Ce serait une application trop belle de la formule : pour éviter toute querelle, lorsque nous serons du même avis, c'est vous qui aurez raison, et lorsque nous serons d'avis différents, c'est moi qui aurai raison. En réalité, la loi du 13 Avril 1928 a prévu que si les Ministères compétents n'arrivaient pas à se mettre d'accord dans le délai de trois mois, les dérogations entraient en vigueur automatiquement à l'expiration du délai, sous réserve d'une ratification ultérieure par les Chambres; cette disposition a pour but d'éviter que le délai ne soit pas respecté ou qu'un département ministériel ne fasse connaître son avis qu'au dernier moment, ce qui rend un accord très difficile. Les fabricants métropolitains se sont engagés à travailler spécialement pour le marché colonial, à produire des machines adaptées aux conditions de travail que présente Madagascar. C'est de beaucoup la meilleure solution et l'Union Coloniale est entièrement disposée, pour sa part, à leur prêter son concours, aussi bien pour mieux

faire connaître leurs fabrications aux acheteurs de la colonie, que pour préciser les adaptations techniques nécessaires. Mais il faut que cet effort technique soit fait. Il est inadmissible d'imposer aux colonies des droits protecteurs très élevés pour des articles que l'industrie métropolitaine n'est pas à même de leur fournir à des prix raisonnables. Si telle devait rester la situation, il appartiendrait au Conseil d'administration de Madagascar de renouveler ses demandes et au Ministre des Colonies d'en poursuivre l'approbation chiffres en mains, au Conseil des Ministres, s'il y a lieu, et devant le Parlement. »

Ces observations de l'Union Coloniale sont la sagesse même. Madagascar traverse une crise économique assez grave que son directeur des finances, M. Lamy, décrivait tout récemment (1). Durement éprouvée par les cyclones de 1927, 1928, 1929, la Grande Ile a résisté avec courage. Aujourd'hui la lutte y devient plus âpre. Il y faut se cramponner à ses positions pour ne pas sombrer. Les cours de ses produits s'écroulent. La France

(1) V. Son Exposé du 14 Février 1930, devant la section de Madagascar et des Comores de l'Union Coloniale, dans la Quinzaine Coloniale du 25 Février 1930.

doit lui demander tout ce qu'elle peut en tirer et lui fournir tout ce qui peut lui être nécessaire. Or, Madagascar désire combler les lacunes de son outillage avec le moins de dépenses possibles. Que fait-on ? On lui impose le monopole de l'industrie métropolitaine, persuadé qu'elle ne saura pas se défendre contre la concurrence étrangère, sinon à l'abri d'une barrière douanière élevée... Il y a, dans ce protectionniste, de la maladresse et du scandale.

Les colonies à régime spécial sont traitées d'une manière différente suivant qu'elles accordent ou n'accordent pas aux produits français un régime préférentiel. Si elles accordent le régime préférentiel, leurs articles bénéficient à l'entrée en France, soit de la franchise, soit seulement du tarif minimum ou d'un tarif réduit. Si elles n'accordent pas le régime préférentiel, leurs articles sont soumis, en principe, au tarif minimum, mais il y a possibilité de détaxes. La difficulté est de faire jouer la franchise, le tarif minimum, le tarif réduit, les détaxes d'une façon qui concilie les intérêts de la Métropole dans ses rapports avec les colonies et les intérêts des colonies dans leurs rapports avec la Métropole.

L'application du nouveau régime douanier dans les colonies à régime spécial est en pleine élaboration.

ration. La mise au point est quelquefois difficile. C'est ainsi qu'il est actuellement question d'accorder une augmentation de protection aux cotonnades françaises importées en Afrique Occidentale française. (1) Le Syndicat général de l'industrie cotonnière redoute une crise de chômage. Mais les indigènes craignent une élévation du coût de la vie par l'accroissement du prix d'achat d'une marchandise aussi nécessaire que l'est le vêtement. Le Ministère des colonies jugera. Il est permis de penser que ce n'est pas par un renforcement de protection douanière que l'industrie cotonnière métropolitaine prendra sur le marché africain une place de plus en plus importante; c'est en se pliant aux goûts de la clientèle indigène.

Le paiement des droits de douane a suscité quelques difficultés au Togo. Il s'agit de savoir si leur paiement peut avoir lieu en monnaie anglaise, qui est la monnaie commerciale dominante au Togo. Les Chambres de commerce du Togo réclament cette faculté. Le gouvernement local estime que les pouvoirs qui lui sont laissés par le décret du 16 Novembre 1923, modifié par le décret du 30 Janvier 1929, ne lui permettent pas d'examiner dans son

(1) Association cotonnière coloniale, Paris, 1929.

ensemble la mesure préconisée par les Chambres de commerce, mesure qui consisterait à autoriser les maisons de commerce à acquitter leurs droits de douane en monnaie anglaise, au taux officiel de stabilisation, sous réserve de l'engagement par elles de retirer les livres dans un certain délai et de les payer alors au taux légal en francs. Le mieux est de laisser l'affaire s'arranger sur place entre le commerce et le Trésor. (1)

Les rapports de la Métropole et de l'Afrique du Nord doivent être pris en considération particulière (2). Entre la France et l'Algérie, c'est la franchise réciproque et absolue. L'Union douanière s'étend à la Tunisie. Aussi bien la France nord-africaine formant un tout et devant de plus en plus former un tout, on ne peut négliger, quoiqu'il dépasse le cadre de la loi du 13 Avril 1928, le régime des échanges entre le Maroc et la France (3).

L'acte d'Algésiras ayant posé le principe de

(1) La Quinzaine Coloniale, N° du 10 Janvier 1930.

(2) L'Afrique française. Bulletin Mensuel du Comité de l'Afrique française, 1929, pages 352, 471, 563.

GAFFIOT : Régime douanier de l'Algérie, dans la Revue Algérienne, 1927-1928.

(3) DE CAQUERAY : Le régime douanier du Maroc, dans la Quinzaine coloniale du 25 Juin 1929 et du 10 Juillet 1929. V. aussi, l'Afrique française, Bulletin, 1929, p. 139.

l'égalité économique entre toutes les puissances, en ce qui concerne les échanges maritimes, aucun privilège n'a pu être accordé au point de vue douanier au commerce français. Cependant, certaines dispositions prises par le gouvernement du Protectorat, en vue d'assurer la loyauté des transactions, aboutissent en fait, sinon à favoriser les produits français, du moins à empêcher au Maroc la concurrence déloyale qu'ils rencontrent sur d'autres marchés étrangers. C'est ainsi que différents arrêtés viziriels ont réglementé le commerce des denrées alimentaires, des vins, des viandes et charcuteries, des savons, etc.

L'exportation des produits marocains en France et en Algérie est régie par la loi du 18 Mars 1923 dont l'article premier énumère ceux de ces produits admis en franchise dans les limites d'un contingent à fixer annuellement par décret, d'après les statistiques communiquées par le Résident général. Pour bénéficier de ce régime de faveur, les marchandises doivent être accompagnées d'une attestation d'origine marocaine et l'importation en France doit être effectuée sous pavillon français ou marocain. La plupart des produits de l'agriculture, de la pêche et des forêts sont ainsi admis en France en franchise, de même que les phosphates, les

peaux dites « cuir filali » et les nattes de jonc ou d'alfa.

Lorsqu'ils sont munis de l'estampille officielle de l'Etat chérifien qui en garantit l'authenticité d'origine, la bonne qualité et le caractère indigène, les tapis sont admis en franchise dans les limites d'un contingent annuel. Les autres marchandises originaires du Maroc sont soumises à leur entrée en France et en Algérie au tarif minimum à condition qu'elles soient importées directement.

On a parlé à diverses occasions d'étendre le bénéfice de la franchise à un certain nombre d'autres articles ne figurant pas dans la loi du 18 Mars 1923. ce qui encouragerait les industries marocaines autorisées ainsi à compter sur des débouchés avantageux en France; il s'agirait des fabrications indigènes de poteries, plateaux, d'ouvrages en sparterie et vannerie, meubles, conserves de légumes et de fruits, peut-être aussi des mistelles.

Mais la question la plus aiguë concerne la fixation de la quantité de blé marocain à admettre en franchise en France, dans les conditions de la loi du 18 Mars 1923. Jusqu'en 1928, cette quantité avait été fixée à 900.000 quintaux.

Or, en 1928, la récolte marocaine s'annonçant

meilleure, le gouvernement du protectorat demanda au gouvernement français un relèvement du contingent à 2 millions de quintaux. Saisi de cette demande, le Ministère de l'agriculture se montrait favorable à une augmentation de contingent qu'il acceptait, en principe, de fixer à 1.700.000 ou 1.600.000 quintaux ; mais, se basant sur ce que la Métropole produit surtout du blé tendre et peu de blé dur, il désirait limiter le contingentement de 1928 à 500.000 quintaux de blé tendre, le surplus étant réservé au blé dur. Le Maroc se trouvait ainsi gravement lésé, puisqu'il export en France surtout du blé tendre et relativement peu de blé dur. Sur la protestation des associations agricoles marocaines, le gouvernement français prit un décret qui donnait en partie satisfaction aux colons marocains. Le contingentement était fixé à 1.700.000 quintaux sans discrimination entre les blés durs et les blés tendres, mais il était prévu que l'introduction en France devait s'effectuer en raison de 4/10 du contingentement pendant les mois de juin, juillet, août, de 4/10 pendant les mois de septembre, octobre, novembre, les 2/10 restant pour les autres mois de la campagne.

Cette augmentation du contingent a fait naître, dans les milieux agricoles et parlementaires français, des craintes qui ont été définies et appréciées

dans le chapitre précédent. Il n'y a pas, entre la production marocaine et la production française du blé, de véritable antagonisme. Mais ce qui est très pénible pour les agriculteurs marocains, c'est l'instabilité résultant chaque année de l'incertitude où l'on se trouve au sujet du prochain contingentement. Ils pensent que la meilleure solution serait de fixer pour un certain nombre d'années un contingent suffisamment élevé permettant l'exportation de tout le blé tendre produit au Maroc. Les colons marocains qui ont été encouragés à intensifier la culture du blé tendre ont besoin de recevoir des apaisements sur ce point. En les décourageant, on les pousserait à diriger leurs produits sur d'autres pays, lesquels, comme contre partie, enverraient une plus grande quantité de marchandises au Maroc en concurrence des articles français. Il y a lieu d'ajouter que cette question du contingentement est plus complexe qu'elle ne le paraît au premier abord. Il est nécessaire, lorsqu'on l'examine, de peser tous les intérêts en cause et, parmi ceux-ci, les intérêts des minotiers établis au Maroc. Leur situation est assez délicate et il est indispensable que les mesures destinées à satisfaire les producteurs ne fassent pas obstacle à celles que l'équité réclame en faveur des minoteries marocaines.

On est ainsi conduit à rechercher les moyens de mettre en harmonie les réglementations économiques du Maroc et celles de la Métropole. Le Maroc est considéré comme partiellement en union douanière avec la France, puisqu'il peut y importer en franchise un contingent limité de ses produits, et, d'autre part, il reste du point de vue de l'administration métropolitaine des douanes, un pays étranger, car il perçoit sur tous les produits importés une taxe *ad valorem*, immuablement fixée et insuffisante à défendre les industries naissantes du Maroc au cours des difficiles années de leur croissance. On constate aussi que le régime de l'admission temporaire des deux pays ne s'harmonise pas davantage. D'où cette singulière situation, en ce qui concerne la meunerie, que si les blés marocains entrent en franchise en France pour un contingent que les agriculteurs du Maroc estiment d'ailleurs insuffisant, comme nous l'avons vu, les farines fabriquées dans la Métropole continuent à apurer des acquits à caution en étant exportées sur le Maroc. Il en résulte, par exemple, qu'un minotier métropolitain importateur de blés marocains en même temps que de blés étrangers peut réexporter sur le Maroc ses blés marocains après mouture et, grâce à la ristourne qu'il reçoit en apurant des

acquits à caution relatifs à des blés étrangers, vendre cette farine sur le marché marocain à un prix inférieur au prix auquel le meunier français, établi au Maroc, a pu y fabriquer ses produits avec des blés marocains.

En somme, l'examen du régime douanier marocain révèle les inconvénients des entraves apportées, en diverses circulaires, à la libre exportation des produits. Ces entraves sont plus particulièrement préjudiciables à la production agricole, alors que l'administration du protectorat fait, par ailleurs, les efforts les plus louables pour la développer. En ce qui concerne le commerce franco-marocain, si les conventions internationales rendent impossible l'octroi d'un régime de faveur aux exportations de produits français au Maroc, il semble désirable d'encourager, dans toute la mesure compatible avec les intérêts de la production métropolitaine, les importations de produits marocains en France.

Il ne sera pas inutile de faire connaître à la fin de ce chapitre, l'importance du trafic de la France avec ses colonies et protectorats au cours de l'année 1929. Ce trafic s'est élevé à 16.450.952.000 francs, ce qui représente plus de 15 % du commerce général de la métropole.

L'augmentation globale pour 1929 est de :
1.398.952.000 francs par rapport à 1928.

La France a reçu de ses colonies et protectorats pour 7.010.567.000 francs de marchandises, soit 12 % environ du total des importations de la Métropole pendant l'année.

Les importations des produits français dans notre domaine colonial ont atteint 9.440.385.000 frs, soit près de 19 % des exportations totales de la France.

L'Afrique du nord, à elle seule, a fait, avec la Métropole, 10.994 millions de francs d'échange. Elle lui a vendu pour 4.197 millions de francs de marchandises et lui a acheté pour 6.796 millions de francs de produits. Dans le commerce de la France avec les grandes puissances, l'Afrique du nord vient au troisième rang, immédiatement après l'Allemagne et l'Angleterre et avant les Etats-Unis.

Parmi nos possessions coloniales, et en ce qui concerne le seul trafic avec la Métropole, l'Algérie vient en tête; les exportations françaises à destination de l'Algérie ont atteint en valeur plus de 4 milliards 500 millions et ces importations de produits en France se sont élevées à 2 milliards 989 millions. La France a exporté plus de produits vers l'Algérie seule que vers les Etats-Unis; en effet,

les Etats - Unis n'on acheté, en 1929, que pour 3.322.349.000 francs d'articles français.

Immédiatement après l'Algérie, vient le Maroc, avec 1.291.653 francs d'importations de France et 504.292.000 francs d'envois à la Métropole. La troisième place revient à la Tunisie : 704.080.000 frs aux importations et 1.003.827.000 aux exportations. Puis vient l'Indo-Chine avec un trafic total de 1.705.500.000 francs où les achats de la France sont représentés par 692 millions et ses ventes par : 1.013.500.000 francs.

La cinquième place est occupée par l'Afrique Occidentale française; la France en a reçu 830 millions de francs de produits et lui a vendu pour : 583 millions de marchandises.

Les importations de Madagascar en France ont atteint : 369.707.000 francs et les exportations françaises vers Madagascar : 403.300.000 francs; au total, 773.007.000 francs.

Quant aux autres colonies et pays de protectorat, leur trafic avec la Métropole s'est élevé pendant l'année 1929 à 1 milliard 565 millions, dont 644 millions pour les importations en provenance de la Métropole et 921 millions pour les exportations.

Le mouvement commercial entre la Métropole et les colonies a augmenté non seulement en valeur mais encore en tonnage au cours de 1929.

CHAPITRE TROISIEME

Application et conséquences de la réforme dans les rapports des Colonies avec les pays étrangers

Les colonies assimilées doivent pouvoir conserver, élargir même leurs débouchés dans les pays voisins; il faut donc qu'elles aient la possibilité de consentir à ces pays des avantages corrélatifs. Les dérogations vont le permettre.

Quant aux colonies à régime spécial, des actes diplomatiques, des traités internationaux ou la nécessité de créer ou d'accroître les débouchés dans les pays voisins, peuvent les conduire à refuser le régime préférentiel aux produits français et à traiter ceux-ci sur le même pied que les produits étrangers.

Le problème pratique, qui demande beaucoup de doigté, une large information, une méthode rationnelle et de la bonne volonté, consiste à concevoir les dérogations, pour les colonies du premier groupe, les détaxes pour les colonies du

second groupe, d'une manière adéquate aux intérêts des colonies dans leurs rapports avec les pays étrangers.

Une bonne politique économique comporte la protection des produits coloniaux contre les produits des pays étrangers. Pour certains produits, cette question est à l'étude.

Nous voyons, par exemple, qu'on se préoccupe beaucoup de la protection des cafés coloniaux français qui subissent à l'heure présente une crise très grave. L'Union Coloniale a appelé sur ce point l'attention des pouvoirs publics. M. OUTREY a donné connaissance, à la Commission des Colonies de la Chambre, du rapport d'information que celle-ci l'avait chargé d'établir. Il conclut à la nécessité de défendre les producteurs de café dans les colonies françaises par des mesures comportant avant tout un relèvement des droits de douane sur les cafés étrangers. Dans cet esprit, la commission a demandé à M. OUTREY de se mettre d'accord avec les représentants de la Guadeloupe pour le dépôt d'une proposition de loi. Les personnalités compétentes considèrent qu'il convient, non pas d'augmenter le total des droits applicables aux cafés d'origine étrangère, mais seulement d'incorporer les impôts intérieurs dans le tarif douanier afin que

les cafés des colonies françaises en soient exempts. Cette mesure n'imposerait donc pas de charge nouvelle au commerce et n'aurait aucune influence restrictive sur la consommation.

Les agriculteurs des colonies protestent vivement contre la concurrence des féculés et des maïs étrangers. Il faut réajuster les droits de douane en ce qui les concerne. Une proposition de résolution présentée à la Chambre le 26 Février 1930 invite le gouvernement à ce rajustement. Cette proposition a été renvoyée à la Commission des douanes et des conventions commerciales. On signale dans les milieux coloniaux l'urgence extrême de la mesure dont il s'agit, car les étrangers, les Américains, sentant la partie perdue, importent à outrance.

Il est grave de tolérer qu'à la faveur de droits de douane non réajustés, les étrangers viennent aggraver la crise de surproduction dont souffrent les agriculteurs coloniaux comme les agriculteurs métropolitains.

Rares, d'une manière générale, sont nos produits coloniaux qui peuvent affronter le marché mondial. Nous sommes handicapés parce que nos ports coloniaux ne permettent pas des chargements rapides : on ne fait que 100 à 200 tonnes par jour, alors que l'outillage des grands ports étrangers

permet de charger journallement de 2 à 3.000 tonnes. La lutte sera très difficile sur le marché mondial tant que nos ports coloniaux ne seront pas mieux équipés. L'emprunt colonial destiné à la mis en œuvre de nos colonies et à l'exécution des grands travaux qui leur sont nécessaires, fournira les moyens de cet équipement.

Jusque là, du moins, il importe que les droits de douane protègent notre production coloniale et qu'ils soient d'abord ajustés à la valeur nouvelle du franc, c'est-à-dire au taux qui résulterait du paiement en or des droits inscrits au tarif de 1910.

Au point de vue économique et douanier, comme au point de vue politique et social, l'Indo-Chine sollicite aujourd'hui la plus grande attention. Regardons-là dans ses relations avec le Japon et avec les colonies anglaises.

Le riz est un élément prépondérant du commerce de l'Indo-Chine avec le Japon. (1)

Le gouvernement nippon contrôle étroitement le commerce du riz et se réserve le droit de limiter,

(1) René MOREUX : L'Indo-Chine, ses trafics et ses ports. Paris, 1929, Société du journal de la Marine Marchande.

La Quinzaine Coloniale, N° du 10 Mars 1930. Le riz au Japon.

voire d'interdire, les importations. Son intervention s'est souvent produite, surtout à partir de Mars 1928. Son but est de protéger les riziculteurs du pays et de les inciter à produire en quantité suffisante pour satisfaire à la demande nationale. Lorsque le prix du riz tend à diminuer au point d'en rendre la culture onéreuse, le gouvernement achète à un prix raisonnable; il constitue ainsi une réserve pour le cas de besoin et il veille à la reconstituer chaque année. Quand les prix s'exagèrent, au contraire, le gouvernement libère ses stocks à un prix qui provoque aussitôt une baisse salutaire. Dans l'un et l'autre cas, les cours redeviennent donc rapidement normaux. Lorsque la production locale ne suffit pas, la différence est fournie par les importations des colonies japonaises, Formose et la Corée, et, quand il le faut, par les importations étrangères, demandées au Siam et à l'Indo-Chine française.

Or, le déficit de la production japonaise du riz va sans cesse en s'aggravant. On ne s'expliquerait donc pas que le gouvernement nippon s'entêtât dans sa politique ultra protectionniste et de prohibition. Il paraît certain, au contraire, que, dans un avenir prochain, les rizeries d'Indo-Chine devront être appelées à apporter leur aide indispensable.

Pourquoi, dans ces conditions, le Japon continue-t-il à prohiber l'importation normale chez lui des riz indochinois ?

Il ne la tolère en quelque sorte qu'au compte-gouttes. Il n'accorde même pas à notre colonie un régime aussi favorable qu'au Siam. Est-ce dans un esprit de solidarité panasiatique qu'il réserve à celui-ci une situation privilégiée ? La raison serait déplorable, alors qu'en Indo-Chine les 9/10 des rizières sont cultivées par des indigènes pour leur propre compte. Ne serait-ce pas plutôt pour peser sur la décision de nos négociateurs dans les pourparlers relatifs à l'entrée des marchandises japonaises en Extrême-Orient ? Cette politique serait également mauvaise.

A moins de laisser monter les prix du riz à des taux excessifs sur le marché intérieur, le Japon aura besoin d'en importer de l'étranger. La France ne demande pour le riz d'Indo-Chine que de pouvoir faire concurrence aux autres riz étrangers importés au Japon, tandis que les avantages demandés par le Japon pour ses importations en Indo-Chine enlèveraient une partie du marché aux industries françaises, métropolitaines ou indochinoises.

La France ne se refuse pas à réduire pour cer-

tains articles japonais les droits inscrits au tarif général des douanes. Mais un traitement équitable pour le riz indo-chinois au Japon est une condition essentielle de tout accord.

Non moins intéressant apparaît le commerce de l'Indo-Chine avec les colonies anglaises. (1)

Il est question de reprendre les négociations avec la Grande-Bretagne au sujet des relations de ses colonies avec les nôtres. Le gouvernement paraît inspiré par le désir de trouver une monnaie d'échange pour obtenir de la Grande-Bretagne le retrait de certains règlements qui, sous prétexte de protection sanitaire, nuisent à l'importation du bétail français et des fruits français en Angleterre. L'Indo-Chine serait certainement celle de nos colonies la plus affectée par l'accord dont il s'agit, en raison de la proximité relative des Indes britanniques, pays de grande industrie, comme en raison du rôle joué par Hong-Kong et Singapour dans le commerce de l'Extrême-Orient.

Les Indes britanniques ont une industrie cotonnière très développée (comptant 8.704.000 broches

(1) La Quinzaine Coloniale, 25 Juin 1929, p. 301, Section de l'Indo-Chine de l'Union Coloniale.

René MOREUX : L'Indo-Chine, ses trafics et ses ports, Paris, 1929, Société du Journal de la Marine Marchande.

au 31 Janvier 1929) et susceptible de concurrencer très dangereusement l'industrie indo-chinoise et celle de la Métropole. Des fabriques se sont créées dans l'intérieur de l'Inde, au centre même des régions productrices de coton; l'économie réalisée sur les frais de transport leur a permis d'enlever une grande partie du marché indien aux fabriques de Bombay, qui ont dû chercher une compensation dans les marchés extérieurs; sans les grèves qui les ont paralysées une partie de l'année 1928, les usines de Bombay auraient déjà fait sentir leur concurrence en Indo-Chine malgré l'application du tarif général des douanes.

Mais ces grèves semblent avoir préparé par contre-coup un nouvel accroissement de production. Par ailleurs, les fabriques de l'Inde anglaise ont sur les nôtres des avantages naturels considérables : proximité de la matière première, production en grand possible pour une industrie appuyée sur un hinterland de 320 millions d'habitants, enfin, supériorité, vis-à-vis des tisseurs français de la Métropole, de la différence des frets pour les articles expédiés en Indo-Chine.

Pour les articles intéressant le plus la Métropole, sa situation géographique par rapport à l'Indo-Chine recommande de n'accorder des réduc-

tions de tarifs qu'aux pays étrangers dont l'éloignement est pour l'industrie française la meilleure des garanties. Déroger à cette règle en faveur des Indes serait ouvrir directement l'Indo-Chine à la plus grave des concurrences et créer un précédent qui serait bientôt invoqué par le Japon, par la Chine, par les Indes Néerlandaises.

Toutefois, un traitement de faveur pourrait être donné aux Indes britanniques pour certains articles. En échange de ces avantages, il y aurait lieu d'exiger que les droits d'entrée aux Indes soient réduits pour les bois d'Indo-Chine. Nos exportateurs sont, en effet, placés dans une situation très désavantageuse par rapport à leurs concurrents de Birmanie, qui, favorisés par des taux de fret plus réduits et par les facilités de flottage des fleuves birmans, bénéficient, en outre, dans l'Inde, de l'admission en franchise.

Et cette situation est d'autant plus choquante que l'Inde se trouve en concurrence sur le marché français métropolitain avec certains bois indo-chinois et jouit de la franchise douanière dans la plupart des cas.

Il serait difficile de comprendre qu'un tarif réduit fût accordé à Hong-Kong et à Singapour; ce sont des entrepôts où viennent se concentrer des

marchandises arrivant de tous les pays du monde, en vue de leur distribution sur les marchés d'Extrême-Orient. Tous les pays dont les importations en Indo-Chine seraient soumises à des droits plus élevés expédieraient désormais leurs marchandises par l'intermédiaire de ces ports francs.

Quant à l'application aux marchandises arrivant par Hong-Kong ou par Singapour, des mêmes droits d'entrée que si elles arrivaient directement du pays d'origine, cette dérogation au régime douanier soulèverait les plus graves objections. D'une part, il en résulterait une perte de droits très appréciable pour le budget général de l'Indo-Chine dont les douanes sont une des ressources principales; d'autre part, les fraudes ne manqueraient pas de se développer encore. Il se fait déjà, par Hong-Kong, sous le couvert de la nationalité chinoise, une contrebande que le service des douanes, en Indo-Chine, n'est pas en mesure de réprimer et qui milite dans le sens de la suppression des droits réduits spécialement établis pour certaines marchandises d'origine chinoise.

De plus, en périodes de crise commerciale, fréquentes à Hong-Kong et à Singapour, les marchandises entreposées dans leurs immenses dépôts sont offertes à des prix de liquidation contre lesquels

les tarifs douaniers ne permettent pas toujours de lutter; affaiblir le système actuel de protection à leur égard, ce serait englober l'Indo-Chine dans une atmosphère incessante de crise économique, par contre-coup des crises de Hong-Kong et de Singapour, ce qui serait d'autant plus sensible dans notre colonie que sa capacité d'absorption est minime à côté des pays que desservent ces entrepôts.

D'ailleurs, la loi de 1928 a prescrit que les modérations de droits dont pourraient bénéficier les produits importés dans les colonies seraient subordonnées à la double condition du transport en droiture et de la production des justifications réglementaires. Les dérogations à la règle du transport en droiture doivent être exceptionnelles et pour des produits déterminés. Toute dérogation serait particulièrement dangereuse pour Hong-Kong. En ce qui concerne Singapour, il ne serait pas impossible d'accorder à certaines marchandises anglaises le même tarif douanier que si elles arrivaient directement de Grande-Bretagne, dès l'instant que l'origine en serait justifiée et qu'on exercerait une surveillance sur les fraudes possibles.

Qui pourrait, d'autre part, mettre en doute l'importance d'une bonne politique économique et douanière à Madagascar ?

Reliée à l'Afrique du sud par le canal de Mozambique, la Grande Ile peut trouver, dans ce pays, d'excellents débouchés pour l'exportation de ses produits. Dans son dernier rapport, la Banque de Madagascar a souligné ses possibilités de développement commercial. Elle a notamment écrit :

« Les îles de la Réunion et Maurice achètent encore leur riz en Extrême-Orient et dans l'Inde, alors qu'elles pourraient le prendre dans les rizières malgaches si rapprochées. L'Union sud-africaine ignore complètement notre grande colonie, malgré sa proximité. Il est désirable que les initiatives des gouvernements et des commerçants hâtent le jour où s'établiront des échanges réguliers entre ces pays voisins, pour le plus grand bien de leur population ». (1)

La prospérité de Madagascar dépend donc en grande partie de son expansion commerciale vers les territoires de la Rhodésie qui forment un vaste marché au pouvoir d'achat croissant. De bonnes routes, de bons ports de battelage lui sont nécessaires. La main-d'œuvre y est rare; les grands travaux projetés vont en absorber une partie, ce qui

(1) Renseignements fournis par la Société générale de commerce extérieur, 47, boulevard Haussmann.

augmentera, momentanément tout au moins, les frais de production. Tant que la colonie ne sera pas complètement équipée, il faudra la protéger par un ajustement de droits de douane.

L'adaptation des tarifs aux besoins éprouvés par les colonies à régime spécial, dans leurs rapports avec les pays étrangers, exige aussi la plus grande souplesse.

Une délibération du 27 Novembre 1929 du Conseil du gouvernement de l'Afrique occidentale française (1) tendait à modifier les droits de douane à percevoir à l'entrée sur les tissus de coton d'origine étrangère importés dans les colonies du groupe à régime préférentiel. Une délibération du même jour et du même Conseil du gouvernement tendait à modifier les droits de douane sur certains produits, notamment sur les sacs d'emballage d'origine étrangère, importés dans les mêmes colonies. L'augmentation des droits de douane sur les tissus de coton avait été, en effet, opérée à la suite de la demande formulée par le syndicat de l'industrie cotonnière désirant renforcer la protection dont jouissent les cotonnades françaises en

(1) Journal Officiel du 10 Janvier 1930. Association cotonnière coloniale, Paris, 1929.

Afrique Occidentale, afin de réserver de plus en plus, si ce n'est exclusivement, à celles-ci le marché africain. Les protestations des coloniaux étaient d'autant plus justifiées qu'à l'heure actuelle, par suite de l'abondance des matières premières sur le marché métropolitain, les produits coloniaux et particulièrement l'arachide ont subi une baisse considérable; l'indigène se trouve, en conséquence, dans une situation très difficile et l'initiative de l'industrie cotonnière, dont la condition est, certes, plus prospère que celle de nos indigènes africains, était singulièrement inopportune. D'où la délibération du gouvernement général en date du 27 Novembre 1929. Le nouveau tarif proposé a été arbitré par les délégués des colonies et les représentants du syndicat de l'industrie cotonnière. Il est à souhaiter qu'il soit accepté par le gouvernement français.

D'autres difficultés se sont produites en Afrique Occidentale française au sujet de l'application de la loi de 1928 aux produits étrangers provenant de France et ayant été francisés. Une circulaire récemment adressée aux Maisons de commerce du Sénégal signale que les dispositions de la loi vont être intégralement mises en vigueur et que les produits dont il s'agit devront être dorénavant

déclarés comme des produits étrangers; il en résulte que ces produits devront payer la différence de droits, entre les droits liquidés pour la nationalisation en France et la surtaxe locale appliquée aux marchandises de provenance étrangère. Or, l'application de cette circulaire serait extrêmement difficile, sinon impossible, pour certaines marchandises. Il faudrait, en effet, exiger des fournisseurs l'indication d'origine des articles livrés en les priant d'accompagner leurs factures des pièces justifiant le paiement des droits liquidés en France et des extraits de quittances délivrés par les bureaux de douane pour les marchandises francisées. Le commerce serait dans l'impossibilité d'obtenir des vendeurs les pièces justificatives et les quittances qui lui sont réclamées; un envoi de papeterie comportera, par exemple, une douzaine de crayons provenant d'Allemagne, trois boîtes de plumes provenant d'Angleterre, etc. Comment obtenir pour une douzaine de crayons ou trois boîtes de plumes une quittance spéciale et un certificat d'origine? La loi ne doit donc être appliquée qu'avec les tempéraments indispensables. Si son application était trop rigide, il en résulterait de tels ennuis pour le commerçant que celui-ci aurait sans doute un intérêt à commander directement

à l'étranger les marchandises dont il a besoin. (1)

Les relations de la Nouvelle-Calédonie et de l'Australie ne sont pas sans donner des inquiétudes.

Alors que se poursuit en Angleterre la croisade impériale, dont nous avons parlé, en faveur du libre échange dans l'Empire, l'Australie donne l'exemple d'un protectionnisme outrancier. Elle vient d'apporter à son tarif de nombreuses et considérables augmentations; elle ne se borne plus à protéger ses principales industries, mais elle veut stimuler des industries secondaires; les marchandises britanniques supportent de fortes augmentations de droits et si, dans certains cas, la préférence douanière dont elles bénéficient est accrue, on prévoit que, dans l'ensemble, la Grande-Bretagne elle-même verra diminuer ses importations en Australie.

Le gouvernement australien ne se gêne du reste pas avec le commerce international. Les exportateurs français de la Métropole et de la Nouvelle-Calédonie ont eu à se plaindre, non seulement des augmentations de droits, mais de l'absence de préavis suffisants. Le gouvernement français a dû

(1) V. Quinzaine Coloniale. N° 10 Mars 1930.

prendre une mesure de rétorsion. Un décret du 15 Janvier 1930 a établi sur les blés et les beurres australiens des droits triples de ceux inscrits au tarif général des douanes.

Dans toute l'étendue de l'empire colonial français, il faut, pour l'organisation des tarifs, envisager les rapports des territoires avec les pays étrangers. Cette observation s'applique aux territoires sous mandat et, surtout, elle ne doit pas être oubliée lorsqu'on s'attache à l'expansion commerciale de la France nord-africaine.

CHAPITRE IV

Application et conséquences de la réforme dans les rapports des Colonies entre elles

La franchise règne dans les rapports des colonies entre elles. Aucune distinction n'est ici à faire entre les colonies assimilées et les colonies à régime spécial. Les pays sous mandat bénéficient de la même règle.

Il existe, entre les colonies, des débouchés naturels et des courants de trafic dont l'importance économique est incontestable. Le régime antérieur de la franchise n'a pas été entamé par la réforme. Celle-ci ne peut avoir de répercussion sur les relations intercoloniales que par voie indirecte, c'est-à-dire par les modifications apportées aux relations réciproques des colonies avec la Métropole et des colonies avec les pays étrangers.

Il y a lieu de noter qu'une exception est faite à la franchise intercoloniale, dans le but de limiter la concurrence entre colonies, pour les guinées de l'Inde.

L'article 7 de la loi de 1928 stipule que l'Inde française peut importer annuellement dans les colonies françaises, en franchise des droits de douane, un contingent de 3 millions de kilogrammes de tissus et de 2 millions de kilogrammes de filés de coton. Toutefois, ce régime de faveur n'est accordé aux tissus de coton que jusqu'au N° 26 français, et aux filés en les limitant au N° 20. Or la filature a évolué vers la fabrication de tissus à trame de plus en plus fine, réclamés par la clientèle même indigène. Il en résulte que les filatures de l'Inde française limitées par la loi à une fabrication grossière, voient peu à peu se fermer leurs débouchés vers Madagascar, l'Afrique Occidentale française et l'Indo-Chine. Au Maroc, elles ont perdu la majeure partie du marché.

Dans le but de leur venir en aide, le gouvernement a déposé un projet de loi tendant à autoriser ces filatures à exporter dans nos colonies tous les tissus et filés de coton sans distinction de numéro. Eu maintenant le principe du contingentement afin d'éviter que cette dernière règle puisse être éludée au moyen de l'expédition de guinées de l'Inde dans nos autres colonies par la voie de la Métropole, l'exemption de droits à l'entrée en France et en Algérie ne leur serait plus accordée que dans la

limite d'un contingentement annuel fixé à la moyenne des importations de ces dix dernières années, soit 500.000 kilogrammes. D'autre part, pour compenser la suppression de la limitation des tissus et filés de coton de l'Inde susceptibles d'être importés en franchise dans nos colonies, le gouvernement propose, en accord avec le gouverneur et les usiniers de la colonie, de ramener à 2.500.000 kilogs pour les tissus et à 1.750.000 kilogs pour les filés, les quantités de ces articles devant bénéficier de la nouvelle réglementation.

Il faut aussi indiquer hors du cadre de la loi de 1928, les particularités du régime douanier à la frontière Algéro-Marocaine.

Les marchandises franchissant cette frontière sont soumises à un régime particulier. A l'importation, elles sont passibles d'un droit uniforme de 5 % *ad valorem*, ce qui fait bénéficier les importations par l'Algérie d'un tarif sensiblement réduit. Il n'y eut guère d'objections à ce sujet aussi longtemps qu'il n'exista pas de voies de communication terrestres entre le Maroc et l'Algérie, mais lorsque le chemin de fer à voie de 0 m. 60 fut achevé entre Oudjda et Fez, les commerçants du Maroc occidental craignirent de voir les importateurs de la région de Fez utiliser de préférence la

voie algérienne. Le trafic des ports de l'Atlantique s'en serait certainement ressenti; il a donc paru équitable, sans modifier le droit de 5 % pour les marchandises venant d'Algérie et restant dans le Maroc oriental, de placer à Taza un bureau de douanes qui perçoit, lors du passage de marchandises venant d'Algérie à destination du Maroc occidental, un complément de taxe égal à la différence entre les droits payés à la frontière Algéro-Marocaine et les droits applicables aux mêmes marchandises entrées par les ports de l'Atlantique. Cette mesure a soulevé de vives protestations de la part des représentants du département d'Oran, mais elle a été, en définitive, maintenue, car il serait difficile de justifier son abrogation et de frapper les marchandises de taxes très inégales suivant qu'elles entreraient au Maroc directement par voie de mer ou par la frontière d'Algérie. Le dahir du 5 Juillet 1928 et l'arrêté viziriel d'application de même date ont précisé l'étendue de la région dite du Maroc oriental qui bénéficie du droit uniforme de 5 % *ad valorem*. A l'exportation, les droits perçus à la sortie du Maroc vers l'Algérie sont, en général, les mêmes que ceux appliqués à la sortie par mer. Ils sont cependant moindres que dans les ports en ce qui concerne certains produits, notam-

ment le crin végétal, l'alfa et les laines, qui constituent les principaux éléments du commerce d'exportation du Maroc oriental. Ajoutons qu'en vertu de l'arrangement franco-britannique du 24 Août 1916, pris en exécution de l'article 4 de l'accord de 1904, les marchandises expédiées d'Angleterre au Maroc ou du Maroc en Angleterre et qui transitent par la Tunisie, l'Algérie ou d'autres territoires confinant au Maroc et administrés par la France, sont assimilées, au point de vue des taxes douanières et du transit, aux marchandises expédiées de France au Maroc ou du Maroc en France. En vertu de cet arrangement, conclu pour trente ans et renouvelable par périodes de cinq ans, les marchandises en provenance des îles britanniques, et à destination du Maroc transitent en franchise d'Oran à Oudjda.

Signalons enfin qu'on a vu se produire certaines difficultés en ce qui concerne le cabotage entre les colonies de l'Afrique occidentale française et le privilège du pavillon. Elles ont conduit certains spécialistes des questions coloniales à se demander s'il ne conviendrait pas de supprimer ce privilège dans les relations intercoloniales sur la côte occidentale d'Afrique. (1)

(1) La Quinzaine Coloniale, 10 Mars 1930.

Rappelons brièvement les faits. Des marchandises débarquées à Dakar à destination de Kaolakh, Foundiougne et Ziguninchor n'ont pas été acheminées sur ces divers points parce que le vapeur disponible, d'ailleurs sous charte-partie d'une compagnie régulière française, était norvégien. Il a été décidé que lorsqu'un navire français ne pourrait, pour une raison ou pour une autre, embarquer une marchandise destinée à l'une des autres colonies de l'Afrique occidentale française, les chargeurs seraient autorisés à embarquer cette marchandise sur le premier navire étranger touchant au port. Or, sur le parcours de Dakar à Kaolakh, qui a donné lieu à l'incident en question, il n'y a qu'un seul navire français assurant le transport intercolonial des marchandises et produits; c'est un navire de la Compagnie Paquet, qui ne passe qu'une fois par mois. La question se pose donc de savoir si, lorsque le navire de la Compagnie Paquet ne peut pas prendre les marchandises qui lui sont offertes, ou si celles-ci arrivent à Dakar après le départ du navire de la dite Compagnie, il faut obliger le chargeur à attendre un mois, c'est-à-dire jusqu'à l'époque du passage suivant du navire, pour pouvoir expédier sa marchandise à Kaolakh. Un retard d'un mois, en pleine traite, peut être très préjudiciable au destinataire.

En réalité, il s'agit là d'une question d'espèce qui peut et doit être réglée par l'administration au mieux des intérêts du commerce. Mais il ne convient pas de se laisser aller à des généralisations abusives et de rayer, sur la côte d'Afrique, pour ce qui concerne le cabotage international, le principe du monopole du pavillon français.

Conclusion.

La réforme de 1928, nous l'avons montré, a été un effort assez timide vers l'unité, la liberté et la simplicité du régime douanier des colonies. On peut se demander s'il n'aurait pas suffi, dans le régime conservé de 1892, de se montrer plus libéral envers les colonies, plus compréhensif de leurs besoins particuliers dans l'octroi des dérogations, et de simplifier la procédure de ces dernières. Dans l'ordre des intérêts, la législation récente ne fait pas beaucoup plus. Mais il fallait aussi satisfaire aux idées et aux besoins d'égalité qui s'affirment dans tous les Empires coloniaux.

Quant au problème général de la mise en valeur maxima de notre empire colonial, dont le régime douanier n'est qu'un facteur, il tient dans la création de nouveaux marchés, dans la modernisation des méthodes, dans le perfectionnement des moyens de production et d'échange, dans la découverte de nouvelles sources de matières premières. Deux éléments sont à considérer : le trafic de nos colonies, leur outillage économique; ils sont étroitement liés.

Si, pour réserver à l'industrie métropolitaine une large part des débouchés offerts par nos possessions coloniales, on élève les droits à un taux suffisant pour empêcher l'accès de marchandises concurrentes étrangères, les prix risquent de monter à un taux prohibitif pour les indigènes, qui sont des consommateurs restreints. Au lieu d'augmenter le commerce, on le limite fatalement aux seuls objets de première nécessité et par là même on retarde l'évolution d'un marché qui doit à la longue, mais non pas immédiatement, profiter à notre industrie. Il importe donc de s'attacher à l'éducation de l'indigène, d'augmenter ses besoins en affinant ses goûts, d'élargir ses idées à la lumière de notre civilisation.

Le commerce prend le pas, dans les pays neufs, sur l'outillage. Surtout dans les colonies françaises, on n'a pas pu pratiquer une politique d'avances ou d'emprunts leur permettant de s'équiper avec rapidité. Il en résulte que les programmes sont exécutés presque exclusivement sur les budgets locaux. Or, ces budgets sont alimentés par le commerce local beaucoup plus que par l'industrie métropolitaine. Ce prélèvement sur les affaires coloniales tend à peser sur les prix. S'ajoutant aux autres conditions locales, cette augmentation des

prix oblige encore à rechercher des approvisionnements au meilleur marché possible. Il n'est pas alors étonnant que le commerçant envisage avec une certaine défaveur toute tentative faite pour réserver à l'industrie nationale la part que des circonstances momentanées peuvent ne pas lui permettre de fournir aux prix les plus bas des marchés mondiaux.

D'ailleurs, ce même commerce colonial est, pour une partie importante, tributaire de l'étranger pour l'écoulement des produits indigènes dont il doit fatalement se faire le distributeur et que la consommation métropolitaine ne peut pas absorber. Il se crée ainsi un courant d'échanges qui a son influence sur l'origine des approvisionnements que doivent faire ceux qui alimentent nos colonies en marchandises essentielles.

Si l'on s'occupe de l'équipement des colonies c'est-à-dire d'investissement de capitaux susceptibles de créer de nouveaux moyens de production, de faciliter l'extraction ou la récolte des produits, leur transformation, leur acheminement, que voit-on ? Dans les vieux pays, cet aménagement des forces s'opère le plus souvent par une sorte de prélèvement, en général volontaire, sur la matière locale. Au contraire, les pays neufs sont incapables

d'un pareil effort. Ils offrent à l'industrie française un champ immense.

L'expansion commerciale française ne peut bénéficier de l'œuvre colonisatrice que si elle procède avec méthode. Une collaboration féconde doit s'établir entre métropolitains et coloniaux. Tout naturellement alors, les conditions du commerce se transformeront et le marché de nos colonies deviendra vraiment le marché national français.

VU ET APPROUVÉ : le 7 Avril 1930,

Le Président de thèse,

RENÉ MAUNIER.

Vu : *Le Doyen de la Faculté,*

BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	III
INTRODUCTION	V

PREMIERE PARTIE

La Réforme

CHAPITRE PREMIER. — Histoire du régime douanier colonial. Les doctrines et les textes	3
<i>Section I.</i> — Le Pacte colonial	4
<i>Section II.</i> — L'Autonomie douanière..	11
<i>Section III.</i> — L'Assimilation	15
CHAPITRE DEUXIÈME. — Critiques soulevées par le régime de l'assimilation. Vers la réforme	20
CHAPITRE TROISIÈME. — La réforme de 1928.	31
<i>Section I.</i> — Les dispositions de la légis- lation nouvelle	31
<i>Section II.</i> — Sens général de la réforme. Perspectives	38

DEUXIEME PARTIE

Les Résultats

CHAPITRE PREMIER. — Mouvement d'idées engendré par la réforme	55
<i>Section I.</i> — Milieux agricoles, indus- triels et commerçants de la Métro- pole	55
<i>Section II.</i> — Milieux coloniaux	64
<i>Section III.</i> — Tendances parlementaires	67
CHAPITRE DEUXIÈME. — Application et consé- quences de la réforme dans les rap- ports de la Métropole et des colonies.	73
CHAPITRE TROISIÈME. — Application et consé- quences de la réforme dans les rap- ports des colonies avec les pays étran- gers	92
CHAPITRE QUATRIÈME. — Application et consé- quences de la réforme dans les rap- ports des colonies entre elles.....	109
CONCLUSION	117

